

Collection allemande
de pratiques liées au VIH



Plein cap sur les droits humains et la santé sexuelle

L'objectif : produire des résultats au Burkina Faso

Remerciements

La Coopération Allemande au Développement souhaite remercier le ministère de l'Économie et des Finances du Burkina Faso pour le leadership qu'il a assuré au niveau national durant l'élaboration et la mise en œuvre du Programme germano-burkinabè « Santé sexuelle et Droits humains (PROSAD) ». Elle remercie également les ministères et organismes gouvernementaux suivants pour leur leadership dans leurs sphères de responsabilités respectives : le ministère de la Santé, le ministère de l'Action sociale et de la Solidarité nationale, le ministère de la Promotion de la Femme, le ministère de la Promotion des Droits humains, le ministère de l'Enseignement de base et de l'Alphabétisation, le ministère des Enseignements secondaire, supérieur et de la Recherche scientifique, le ministère du Travail et de la Sécurité sociale, le Comité national de lutte contre la pratique de l'excision et le Conseil national de lutte contre le sida et les infections sexuellement transmissibles. Elle tient aussi à exprimer des remerciements spéciaux aux nombreux infirmiers/infirmières, assistants sociaux, enseignants et autres employés des services publics, ainsi qu'aux nombreux professionnels et volontaires d'ONG qui, par leur travail, leur dévouement et leur énergie créative ont contribué de façon essentielle au succès du programme.

La Coopération Allemande au Développement adresse ses vifs remerciements aux personnes suivantes pour leurs contributions à la préparation de la présente publication :

- Aux membres de l'équipe du siège central du PROSAD, notamment Eva Neuhaus, conseillère technique principale, Pascaline Sebgo, chef de la composante pour la promotion des droits des femmes et contre les mutilations génitales féminines et la violence contre les femmes, Alain Somé, chef de la composante contre la traite des enfants et les pires formes de travail des enfants et Dr Guy Evariste Zoungrana, chef de la composante de planification familiale, santé sexuelle des jeunes, mainstreaming du VIH pour les informations et documentations qu'ils ont fournies ainsi que pour leurs commentaires sur les versions préliminaires de cette publication.
- Aux membres de l'équipe du bureau régional du PROSAD dans le Sud-ouest ainsi qu'au personnel et aux volontaires des administrations locales et des ONG pour nous avoir montré le PROSAD à l'œuvre dans différents sites et à différentes occasions.
- À Werner Heuler-Neuhaus pour avoir fourni des rapports sur diverses études qu'il a réalisées pour la GTZ au Burkina Faso et PROSAD et pour avoir revu les versions préliminaires.
- À Susan Leather, ancienne directrice de la formation, du développement de matériel et des publications, au Programme de l'OIT sur le VIH/sida et World of Work, ainsi qu'à Luise Lehmann, consultante en matière de santé reproductive et développement social pour leurs évaluations externes par les pairs.
- À Anna von Roenne, éditrice en chef de la Collection allemande de pratiques liées au VIH, pour avoir coordonné la production de cette publication et révisé les versions préliminaires.
- À Stuart Adams pour les recherches qu'il a effectuées et pour la rédaction de cette publication.

L'approche décrite dans cette publication a été développée par l'ancienne Coopération technique allemande (GTZ) qui a fusionné en 2011 dans la Coopération internationale allemande (GIZ). Depuis lors, la Collection allemande de pratiques liées au VIH est publiée par la GIZ.

Table des matières

Remerciements	2
Sigles et abréviations	3
Collection allemande de pratiques liées au VIH.	4
Résumé.	5
Une semaine au Burkina Faso – Voir PROSAD à l'œuvre	6
Un regard plus holistique sur PROSAD	22
Domaine d'action n° 1 : Planification familiale et santé sexuelle des jeunes	23
Domaine d'action n° 3 : Promotion des droits des femmes et éducation des filles.	26
Domaine d'action n° 4 : Abandon des mutilations génitales féminines	29
Domaine d'action n° 5 : Lutte contre la traite et les pires formes de travail des enfants	32
Suivi et évaluation	37
Enseignements tirés	38
Évaluation par les pairs	39
Références bibliographiques	41

Acronymes et abréviations

BMZ	Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement
CAD	Comité d'aide au développement
CCC	Communication pour le changement de comportement
CD	Coopération au développement
CDV	Conseil et dépistage volontaire
CERFODES	Centre d'Études, de Recherches et de Formation pour le Développement économique et social
CESAO	Centres d'Études Économiques et Sociales d'Afrique Occidentale
CFA	Franc de la communauté financière africaine
CNLPE	Comité National de Lutte contre la Pratique de l'Excision
CVS	Comité de Vigilance et Surveillance
DED	Service Allemand de Développement (aujourd'hui GIZ)
EDS	Enquête Démographique et de Santé
FNTF	Fédération Nationale Théâtre Forum
GIZ	Coopération internationale allemande (Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit)
GRAAP	Groupe de Recherche et d'Appui pour l'Autopromotion Paysanne
GTZ	Coopération technique allemande (aujourd'hui GIZ)
IDG	Indice de développement lié au genre
IDH	Indice du développement humain
IEC	Information, éducation et communication
InWEnt	Renforcement des capacités et développement international, Allemagne (aujourd'hui GIZ)
IST	Infection sexuellement transmissible
KfW	Kreditanstalt für Wiederaufbau (Banque allemande de développement)
MGF	Mutilations génitales féminines
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIT	Organisation internationale du travail
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUSIDA	Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PROMACO	Projet de Marketing Social de Condoms
PROSAD	Programme Santé sexuelle et Droits humains
RNB	Revenu national brut
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine

Collection allemande de pratiques liées au VIH

Peer-reviewed

La Collection allemande de pratiques liées au VIH a été lancée en 2004 par des experts du VIH appartenant à différentes disciplines afin de mettre en lumière les expériences accumulées et les approches mises en œuvre avec succès par différents programmes de lutte contre le VIH soutenus par le gouvernement allemand à travers le monde.

Les textes susceptibles d'être publiés dans cette série sont proposés par les gestionnaires de programmes soutenus par l'Allemagne et sont choisis par un groupe d'experts du VIH représentant quatre organisations d'exécution et le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ). Les auteurs collaborent étroitement avec des organisations concernées dans les pays partenaires et avec les experts allemands qui les conseillent.

Des pairs évaluateurs externes, possédant de l'expertise sur les thèmes abordés, déterminent si l'approche décrite représente une « bonne pratique ou une pratique prometteuse » selon huit critères prédéfinis (voir encadré ci-après). Seuls les rapports décrivant des pratiques qui remplissent ces critères sont approuvés pour être publiés.

Critères de sélection

- Efficacité
- Reproductibilité
- Approche participative et autonomisante
- Sensibilité au genre
- Qualité du suivi et de l'évaluation
- Innovation
- Rentabilité comparative
- Durabilité

Par ce processus de sélection rigoureux, la Collection s'efforce d'encourager la gestion collaborative des connaissances, en mobilisant les personnes qu'il faut pour discuter du bon thème au bon moment.

Tous les rapports contiennent des liens vers des outils pouvant être utiles aux lecteurs et sont publiés en deux versions, l'une intégrale et l'autre résumée, et sous forme électronique afin de faciliter la discussion et la reproduction ou l'adaptation des pratiques.

Pour télécharger la version résumée de ce rapport et d'autres publications de cette collection, veuillez cliquer sur www.german-practice-collection.org

La Collection est gérée par la Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ) GmbH (Coopération technique allemande) dans le cadre du projet « Renforcement de la contribution allemande à la riposte mondiale contre le sida ».

Pour de plus amples informations, veuillez contacter l'éditeur en chef à l'adresse : ghpc@giz.de ou consulter le site www.german-practice-collection.org.

Résumé

Le Burkina Faso compte parmi les pays les plus pauvres du monde et son développement est retardé en partie par le faible statut social attribué aux femmes, aux jeunes et aux enfants par des traditions, des coutumes locales et des attitudes et pratiques sociales largement répandues dans le pays.

Lancé officiellement en janvier 2004, le Programme « Santé sexuelle et Droits humains (PROSAD) » poursuit le travail commencé par un programme germano-burkinabè de planification familiale en 1995. Il a été choisi pour être présenté dans le cadre de la Collection allemande de pratiques liées au VIH parce qu'au fil des ans il s'est avéré être un effort particulièrement viable, holistique et axé sur les résultats pour protéger et améliorer la position des femmes, des jeunes et des enfants. Il a aidé à sensibiliser ces groupes cibles ainsi que le public en général sur leurs droits humains, y compris sur leurs droits à la santé sexuelle et reproductive, et leur a fourni une vaste gamme de services et de mécanismes pour leur permettre de tirer avantage de ces droits.

PROSAD concentre ses efforts sur deux des 13 régions du pays, l'Est et le Sud-ouest, et comporte trois composantes. La première est centrée sur les jeunes et leurs besoins d'informations et de services dans les domaines de la planification familiale, de la santé sexuelle et reproductive, de la prévention, de la prise en charge et du traitement de l'infection au VIH. La deuxième met l'accent sur les femmes et les filles et sur leurs besoins d'informations concernant leurs droits fondamentaux et les mécanismes auxquels elles peuvent avoir recours en cas de violation de leurs droits. Elle encourage en particulier l'abandon des mutilations génitales féminines (MGF), la scolarisation des filles et leur rétention à l'école. La troisième concentre ses efforts sur les enfants et leurs besoins de protection contre la traite et les pires formes de travail des enfants.

Les méthodes de PROSAD peuvent être résumées comme suit : premièrement, le programme travaille avec des ministères clés, d'une part, afin de développer les capacités de leurs antennes régionales, provinciales et locales, d'autre part, de forger des partenariats avec des ONG, des conseils villageois et d'autres structures et de renforcer les capacités de ceux-ci. Il en résulte des équipes de professionnels et de volontaires formés

en matière de santé et de services sociaux ainsi que des comités provinciaux et villageois partageant les responsabilités pour la sensibilisation des populations et intervenant par exemple en cas de violation des droits d'une femme ou lorsqu'un enfant est victime de la traite.

Deuxièmement, PROSAD veille particulièrement à développer et promouvoir l'application d'approches et d'outils de communication fortement interactifs favorisant le changement des comportements (CCC). Certains d'entre eux (tels que l'éducation par les pairs, la prestation de conseils professionnels et non professionnels) sont bien connus de la plupart des lecteurs. D'autres (représentations de théâtre forum, animations avec la méthode GRAAP) sont connus plus particulièrement au Burkina Faso, où ils ont été lancés et utilisés par beaucoup d'autres programmes, y compris PROSAD. Deux autres (cours sur les MGF dans les écoles, approche famille) sont surtout familiers aux lecteurs qui connaissent déjà bien PROSAD.

Troisièmement, PROSAD fournit des informations stratégiques devant servir de base à un travail efficace de planification, mise en œuvre, suivi et évaluation des activités du programme. Il met aussi fortement l'accent sur les informations qualitatives qu'il collecte et enrichit continuellement par sa participation intense à des actions menées au niveau local avec la participation d'un grand nombre de personnes qui y apportent leurs connaissances et expériences des traditions, coutumes, attitudes et pratiques des communautés locales.

Planifié pour durer jusqu'à décembre 2015, PROSAD s'est fixé des objectifs ambitieux. Les résultats obtenus jusqu'ici laissent augurer qu'il a de bonnes chances d'atteindre tous ses objectifs, voire même en partie de les dépasser largement. La publication du présent texte est par motivée par notre conviction que PROSAD a déjà des expériences à partager et des outils à offrir à tous les agents du développement qui s'engagent en faveur de la promotion des femmes, des jeunes et des enfants et de la protection de leurs droits. Les résultats des évaluations par les pairs, qui figurent en conclusion, montrent à quel point ce programme répond aux critères définis pour les bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne la reproductibilité de ses méthodes dans d'autres pays.

Une semaine au Burkina Faso - voir PROSAD à l'œuvre

Briefings à Ouagadougou

Nous avons pris l'avion à Niamey, capitale du Niger, pour nous rendre à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, tard dans l'après-midi du dimanche 29 mars 2009, en plein milieu de la longue saison sèche qui s'étend d'octobre à juin, avec des températures au sol de l'ordre de 30 à 40°C et plus. Par le hublot nous pouvions voir les longues étendues remarquablement plates du Sahel et les signes bien visibles de la désertification. Le Burkina Faso est un pays enclavé qui ne dispose pas de voies d'eau navigables et ne possède que peu de ressources naturelles. Ses 15,2 millions d'habitants¹ sont largement dépendants de l'agriculture de subsistance et commerciale, mais la production agricole du pays est constamment menacée par la faible pluviosité annuelle, de fréquentes sécheresses et des pratiques agricoles peu efficaces. Classé 176^{ème} sur 177 pays dans l'indice de développement humain des Nations unies (IDH), il est l'un des pays les plus pauvres du monde et est souvent tributaire de l'aide alimentaire d'urgence.²

Le lendemain de notre arrivée, des briefings ont été tenus par les membres de l'équipe du Programme germano-burkinabè « Santé sexuelle et Droits humains (PROSAD) » à leur siège à Ouagadougou. Ils nous ont expliqué que la coopération allemande au développement (CD) soutenait les efforts déployés par le Burkina Faso pour réduire la pauvreté et ont précisé que les trois domaines d'action prioritaires retenus par la CD étaient le développement agricole, la décentralisation ainsi que l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement. Le Burkina Faso compte treize régions administratives et la CD concentre son attention sur deux régions : le Sud-ouest (0,7 million d'habitants), qui s'étire entre la Côte d'Ivoire et le Ghana, et l'Est (1,3 million d'habitants) situé de l'autre côté du pays, en bordure du Bénin et du Niger.³

En plus de ces trois domaines d'action prioritaires, la CD allemande reconnaît l'inégalité entre les sexes et le VIH comme des obstacles transversaux qui peuvent empêcher le pays de tirer pleinement avantage de ses ressources humaines et, par conséquent, d'exploiter

pleinement son potentiel pour progresser rapidement sur la voie de la réduction de la pauvreté. La CD allemande s'est engagée à soutenir les efforts engagés par le Burkina Faso pour résoudre ces problèmes et réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en mettant particulièrement l'accent sur ceux qui visent en particulier la protection des droits et le renforcement des capacités d'action des femmes, des enfants et des jeunes, en les sensibilisant sur leurs droits et sur les moyens leur permettant de jouir de ces droits.



Après une représentation du théâtre forum à Diébougou, l'assistance réfléchit sur ce qui a été dit au sujet des relations entre les hommes et les femmes.

PROSAD est l'un des programmes à travers lesquels la CD allemande remplit ces engagements supplémentaires. Il a démarré en janvier 2004 et est prévu pour durer jusqu'à décembre 2015. Cependant, il poursuit le travail commencé par des programmes antérieurs de la coopération germano-burkinabè et notamment par un programme de planification familiale lancé en 1995. Avant 2004, ces programmes concentraient leurs efforts sur la région du Sud-ouest et sur sa voisine au nord, la région de la Boucle du Mouhoun qui s'étend jusqu'à la frontière malienne. En janvier 2004, lorsque l'Est est devenu l'une des deux régions prioritaires à la place de la Boucle du Mouhoun, PROSAD a commencé à démarrer ses opérations dans l'Est, tout en consolidant les acquis et en réduisant ses activités dans la Boucle du Mouhoun.

¹ Institut National de la Statistique et de la Démographie et al. (2009).

² PNUD (2007).

³ Les 13 régions du Burkina Faso sont subdivisées en 45 provinces. La région du Sud-Ouest compte quatre provinces (Ougouriba, Ioba, Nounbiel et Poni) et celle de l'Est en compte cinq (Gourma, Gnagna, Komandjoari, Kompienga et Tapoa).

PROSAD est mieux établi dans la région du Sud-ouest parce que les programmes qui l'ont précédé dans cette région remontent à 1995 et qu'il y dispose d'une solide base de réalisations mesurables. C'est la raison pour laquelle l'équipe du siège de PROSAD a choisi de nous conduire dans le Sud-ouest pour notre tournée d'introduction.

Les trois composantes et les cinq domaines d'action de PROSAD

PROSAD a trois composantes avec au total cinq domaines d'action. Cette division est utile pour les besoins de la recherche, de la planification, de l'administration, du suivi et de l'évaluation, mais sur le terrain, ces domaines d'action sont tellement imbriqués qu'il n'est pas toujours facile de les distinguer les uns des autres. Une association locale appuyée par PROSAD peut travailler dans trois ou quatre domaines d'action et organiser une représentation de théâtre forum qui entraîne l'assistance dans des discussions et débats sur des questions se rapportant à tous ses domaines d'action.

La composante I, centrée sur les jeunes, couvre deux domaines d'action : la planification familiale et la santé sexuelle, d'une part, et le mainstreaming du VIH, d'autre part. Les défis à relever peuvent être résumés comme suit :

- Malgré son manque de ressources naturelles et l'extrême pauvreté de sa population, le Burkina Faso compte parmi les pays affichant les plus forts taux de croissance démographique dans le monde. Selon les dernières estimations de l'ONU, la population du Burkina Faso est passée de 4,1 millions en 1950 à 15,8 millions en 2009 et pourrait bien atteindre 40,8 millions en 2050. Cette croissance est due à un taux de fécondité très élevé (8^{ème} rang mondial), la femme burkinabè ayant en moyenne 5,94 enfants durant sa période de procréation.⁴ Les familles ont plus d'enfants qu'elles ne peuvent se permettre d'en élever sans difficulté. Par conséquent,

beaucoup souffrent de malnutrition et de retards de croissance et de nombreuses familles tendent à faire travailler leurs enfants pour contribuer aux revenus familiaux au lieu de les envoyer à l'école.

- Une enquête démographique et de santé (EDS) réalisée en 2003 a révélé que le taux de prévalence du VIH au niveau national était de 1,8 % et accusait une tendance à la baisse dans l'ensemble du pays, mais continuait à augmenter dans les deux plus grandes villes, Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. Les taux variaient entre 1,2 % dans la région du Plateau central et 3,7 % dans la région du Sud-ouest et atteignait même 4,2 % dans la région du Centre (Ouagadougou). Le taux de séropositivité était deux fois plus élevé chez les jeunes femmes (de 15 à 24 ans) que chez les jeunes hommes.⁵

La composante II, centrée sur les femmes et les filles, comporte deux domaines d'action : promotion des droits des femmes, abandon des mutilations génitales féminines (MGF). Les défis à relever sont les suivants :

- Plus de 80 % des femmes burkinabè sont analphabètes. Alors que les conventions internationales signées par le pays et les législations nationales leur garantissent la jouissance de leurs droits humains fondamentaux, la plupart d'entre elles ne sont pas au courant de ces droits et n'ont pas accès à des mécanismes de recours en cas de violation de leurs droits. L'enquête démographique et de santé (EDS) réalisée en 2003 a révélé que beaucoup de femmes souhaitaient employer des méthodes modernes de contraception, mais ne le faisaient pas parce que les décisions en matière de planification familiale sont prises par les hommes. Trois quarts des femmes interrogées ont déclaré que, lorsqu'elles étaient malades, elles ne pouvaient même pas consulter un centre de santé sans l'autorisation d'un parent masculin adulte.
- 76,6 % des femmes âgées de 15 à 49 ans ont dit avoir subi l'excision. Bien que l'excision soit illégale depuis 1996 et en régression, elle est encore couram-

⁴ ONU (2009).

⁵ Institut National de la Statistique et de la Démographie et al. (2004).

ment pratiquée. Alors que nous pensions naïvement que le terme « excision » signifiait une légère ablation du clitoris, nous avons été choqués d'entendre des membres de l'équipe du PROSAD nous préciser que l'intervention impliquait souvent des incisions et lésions importantes, pratiquées avec des instruments rudimentaires et non stérilisés par des femmes âgées, généralement dénuées de connaissances en chirurgie ou en anatomie humaine. Les photos en couleurs qu'ils nous ont montrées pour nous expliquer les conséquences de ces interventions nous ont horrifiés et forcés à détourner les yeux. L'intervention est effectuée sans anesthésie, et certaines des exciseuses sont aveugles ou presque.

La composante III, centrée sur les enfants, a un seul domaine d'action : combattre la traite des enfants et les pires formes de travail des enfants. Les défis à relever sont les suivants :

- Les taux de scolarisation augmentent rapidement, mais durant l'année scolaire 2007/2008, 39 % des garçons et 47 % des filles d'âge scolaire n'allait pas à l'école.⁶ Bon nombre des enfants non scolarisés étaient contraints de travailler pendant de longues heures et d'effectuer des travaux normalement réservés à des adultes. Le Burkina Faso est un pays où les migrations internes et transfrontalières de main-d'œuvre sont très courantes et les enfants s'enfuient souvent de chez eux dans l'espoir de trouver ailleurs de meilleures conditions et perspectives de vie. Au lieu de cela, ils tombent souvent entre les mains de trafiquants d'enfants et se retrouvent pour finir dans des situations d'exploitation de leur force de travail qui sont encore pires.⁷
- On estime que 5 % des enfants burkinabè âgés de 6 à 17 ans sont des travailleurs migrants vivant loin de leurs parents et que quelque 160 000 enfants sont victimes de la traite. Environ 80 000 enfants, pour la plupart des filles, se retrouvent dans les villes burkinabè où elles sont employées comme domestiques et sont souvent victimes d'abus sexuels. Environ 60 000 enfants, pour la plupart des garçons,

dont bon nombre ont moins de 10 ans, vivent et travaillent en Côte d'Ivoire où ils sont employés dans la production agricole et dans des exploitations minières.



Une animation de la Troupe No-biel sur la traite des enfants : L'affiche finale, tenue par les animateurs, dit « non » à la traite des enfants et « oui » à l'éducation.

Les méthodes de PROSAD

Dans le cadre du PROSAD, la Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ) (Coopération technique allemande) joue le rôle de chef de file de la CD allemande et opère en partenariat avec le DED (Service allemand de développement) et la KfW Bankengruppe (groupe bancaire allemand KfW). Ses principaux partenaires burkinabè sont tout d'abord le ministère des Finances et de l'Économie, puis le ministère de la Santé, le ministère de l'Action sociale et de la Solidarité nationale, le ministère de la Promotion de la Femme, le ministère de la Promotion des Droits humains, le ministère de l'Enseignement de base et de l'Alphabétisation, le ministère des Enseignements secondaire, supérieur et de la Recherche scientifique, le ministère du Travail et de la Sécurité sociale, le Comité national de lutte contre la pratique de l'excision et le Conseil national de lutte contre le sida et les infections sexuellement transmissibles. Les méthodes de PROSAD peuvent être résumées comme suit :

⁶ Heuler-Neuhaus W et Neuhaus E (2007).

⁷ Kielland A et al (2002) et Yaro Y et al (2005).

Promouvoir la décentralisation, le développement de partenariats entre le gouvernement et des ONG ainsi que le renforcement des capacités.

PROSAD fournit des formations et des aides financières et techniques dans le cadre de sa coopération avec les principaux ministères en vue de renforcer leurs capacités aux niveaux national, régional et local. Il facilite la création de partenariats avec des ONG à tous les niveaux et avec les chefferies de villages, les conseils communautaires et d'autres leaders locaux et aide également à développer les capacités de ces partenaires. Il s'efforce de canaliser les flux de ressources vers leur destination sur le terrain puis de fournir des prestations de communication et d'autres interventions ayant le maximum d'impact. Cela implique souvent la mise sur pied, la formation et l'encadrement d'équipes de professionnels et de volontaires ainsi que de comités spéciaux aux niveaux provincial, départemental/municipal et villageois.⁸

Développer et promouvoir l'utilisation de l'IEC, y compris d'outils interactifs de CCC.

Voir la section suivante à partir de la page 9.

Fournir en temps opportun des informations stratégiques fiables.

Par la publication d'annuaires statistiques et de divers rapports spéciaux, PROSAD aide ses nombreux partenaires à se tenir au courant des informations les plus récentes mises à disposition par le gouvernement burkinabè, les Nations unies et d'autres sources externes de PROSAD. Lorsque ces sources ne fournissent pas d'informations suffisamment détaillées, précises et disponibles en temps voulu, couvrant spécifiquement les régions du Sud-ouest et de l'Est ou leurs subdivisions, PROSAD fait exécuter des études spécifiques. En outre, il fournit des prestations de formation et de soutien pour les activités d'enregistrement des données, d'analyse et de rédaction des rapports qui sont nécessaires pour un travail de suivi-évaluation efficace. Il accorde également une grande attention aux informations qualitatives collectées, entre autres, par des interviews, des discussions en groupes de réflexion et des réunions communautaires, ainsi que par des études

spéciales, mais au quotidien, les informations sont fournies par les acteurs locaux qui connaissent bien les traditions, coutumes, attitudes et pratiques des communautés locales.

L'approche de CCC hautement interactive et adaptable de PROSAD

Selon le Rapport sur le développement humain 2007/2008, le taux d'alphabétisation des adultes au Burkina Faso est seulement de 16,6 % chez les femmes et de 31,4 % chez les hommes.⁹ La scolarisation augmente rapidement mais, comme mentionné plus haut, près d'un tiers des garçons et la moitié des filles d'âge scolaire ne vont pas à l'école.

Le français est la langue officielle du pays, mais il est faiblement maîtrisé par beaucoup de Burkinabè. Les habitants parlent les langues propres à leurs ethnies et utilisent les langues vernaculaires traditionnelles dans leurs rapports avec les membres des autres groupes ethniques. 40 % des Burkinabè parlent le mooré et le reste se répartit entre le bobo, le peul, le gourounsi, le lobi, le mandé, le sénoufo et d'autres. Plus de 60 langues et dialectes sont parlés au Burkina Faso. Bien qu'il n'existe pas de statistiques officielles sur l'appartenance religieuse, on estime qu'approximativement 40 % des habitants sont musulmans, 40 % chrétiens et 20 % adeptes de croyances indigènes. Cependant, même les musulmans et les chrétiens restent fidèles à beaucoup de croyances et pratiques particulières à leurs groupes ethniques et parfois même à leurs seuls villages.

À cause du faible degré d'alphabétisation, de l'absence d'une langue commune et de l'accès insuffisant à l'électricité et à la télévision dans beaucoup de régions, les affiches imprimées, les fiches d'information et les brochures tout comme les communications de masse par le biais de la presse écrite, de la radio et de la télévision ne peuvent avoir qu'une portée limitée. PROSAD reconnaît la nécessité d'utiliser d'autres moyens pour transmettre des messages qui soient compréhensibles pour la majorité des gens, qui soient

⁸ Les provinces sont divisées en départements (ancien système) et/ou municipalités (nouveau système) englobant pour la plupart plusieurs villages ruraux.

⁹ PNUD (2007).

adaptés à leurs croyances et à leur contexte de vie et leur fournissent les connaissances et compétences dont ils ont besoin pour changer leurs propres attitudes et comportements et encourager les autres à en faire de même. Ainsi, il a soutenu le développement de diverses approches et outils de CCC hautement interactifs, pouvant être adaptés aux besoins locaux :

- **Séances de dialogue de l'approche famille** faisant participer des familles tout entières (c.-à-d. hommes et femmes de toutes les générations) à des discussions et débats sur les droits des femmes, les aidant à identifier et à résoudre leurs problèmes particuliers en rapport avec les droits des femmes ou, le cas échéant, à accéder à l'assistance de travailleurs sociaux professionnels.



Un conseiller non professionnel facilite une séance de l'approche famille réunissant les membres d'une famille à Batié.

- **Cours sur les MGF dans les écoles primaires et secondaires** aidant les jeunes à décider pour eux-mêmes si l'excision est une bonne pratique ou non.
- **Représentations de théâtre forum** stimulant les spectateurs de tous les âges à discuter sur divers thèmes abordés par une ou par toutes les composantes de PROSAD.
- **Animations basées sur la méthode GRAAP**, utilisant des dessins, de la danse et de la musique pour encourager les gens de tous les âges à réfléchir pour eux-mêmes et à participer à des discussions et débats sur les droits des enfants, la traite et les pires formes de travail des enfants.¹⁰

- **Prestation de conseils professionnels et non professionnels** sur la planification familiale, la santé sexuelle et reproductive, les MGF et d'autres questions.
- **Éducation par les pairs** sur la planification familiale, la santé sexuelle et reproductive et le VIH dans les écoles, les maisons de jeunes et d'autres lieux ;
- **Résolution de conflits**, entre autres par arbitrage et avec l'assistance de conseillers non professionnels, d'anciens des villages ou des forgerons, qui aident normalement à résoudre les conflits familiaux impliquant des femmes et en recourant, si nécessaire, à des travailleurs sociaux professionnels et à l'intervention de la police ou d'autres autorités.

Le but de notre visite dans la région du Sud-ouest sera de voir comment sont mises en pratique certaines des approches de CCC énumérées plus haut.

De Ouagadougou à Gaoua

Avec une population en croissance rapide et dépassant actuellement les 1,5 million de personnes, Ouagadougou est une ville basse et tentaculaire. Lorsque nous quittons la ville en direction de la région du Sud-ouest mardi matin, il nous faut une heure de route pour atteindre la campagne. Puis nous roulons à travers une vaste plaine occupée par des herbages fortement pâturés et des arbres largement espacés, parsemée de petits villages et d'habitations familiales et où les activités agricoles sont omniprésentes. On y voit de petits greniers cylindriques sur pilotis et beaucoup de chèvres, de porcs et de poules en liberté, mais chaque animal est supposé avoir son maître.

Lorsque nous pénétrons dans la région du Sud-ouest, nous constatons que le paysage devient de plus en plus vallonné et la végétation de plus en plus luxuriante. Il apparaît clairement que nous avons quitté le Sahel et que nous entrons dans une autre zone géographique, faite de savanes, de forêts, de terre rouge, de collines verdoyantes, appelée zone soudanaise. Gaoua, nichée entre les collines, est la capitale de la

région et de la province du Poni. Avec une population de près de 30 000 habitants, Gaoua est la première ville commerciale du peuple lobi et est réputée pour ses cabarets pleins de vie, qui attirent des musiciens et des publics variés venant non seulement du Burkina, mais aussi de Côte d'Ivoire, du Ghana et d'ailleurs.

Nous sommes chaleureusement accueillis au bureau régional de PROSAD dans le Sud-ouest. Là nous nous entretenons sur le programme de notre visite avec les membres du personnel présents sur place et ceux-ci nous expliquent lesquels d'entre eux nous accompagneront aux différents sites et manifestations.

Centre pour les jeunes à Gaoua

Il est déjà tard dans l'après-midi lorsque nous atteignons le site du SRAJ CM de Gaoua (Centre de Santé de la Reproduction chez les Adolescents et les Jeunes). Deux groupes se détendent dans deux zones séparées de la véranda qui se recoupent à angle droit : dans l'une se tiennent des jeunes hommes en train de jouer à des jeux de société, de boire du thé et de bavarder, dans l'autre se trouvent des jeunes femmes, des garçonnettes et des enfants en bas âge regardant la télévision.



Lors d'événements sportifs, les jeunes hommes se rassemblent devant la télévision du centre.

Le directeur nous présente le centre et son programme et nous fait visiter des lieux. Il s'excuse de l'état un peu chaotique du local en expliquant que l'équipe responsable se prépare à déménager dans un bâtiment plus moderne et spacieux, grâce à l'augmentation des financements accordés par le ministère de la Santé et les administrations sanitaires de la région et du district. Ouvert de huit heures du matin à huit heures du soir, sept jours par semaine, le centre offre des possibilités d'activités sociales et de loisirs qui autrement seraient inaccessibles à ces jeunes de Gaoua qui ne vont plus à l'école et sont pour la plupart pauvres et sans travail. Il accueille aussi les adolescents scolarisés et les enfants de jeunes parents.

Le centre a une bibliothèque et facilite aux jeunes l'accès à toute une série de matériels d'IEC sur la santé sexuelle et reproductive, la planification familiale et les infections sexuellement transmissibles (IST), y compris le VIH. Il fournit des préservatifs et des lubrifiants intimes à base d'eau ainsi que des conseils en planification familiale et des services pour les IST et le VIH. En outre, il offre des possibilités d'éducation par les pairs, des formations pour les pairs éducateurs et les conseillers et sert de cadre d'accueil pour les séances d'animation basées sur la méthode GRAAP et les représentations de théâtre forum.



Lors de notre visite, le centre s'apprêtait à déménager dans un nouveau bâtiment.

À Batié, un cours sur les MGF dispensé dans une école primaire

Mercredi matin, nous continuons notre voyage vers le sud et nous nous rendons dans la province de Noumbiel et sa capitale, une ville appelée Batié. Là nous assistons à un cours sur les MGF dispensé aux classes de 5^{ème} et 6^{ème} année de l'enseignement primaire. Il y a 76 élèves présents, 42 garçons et 34 filles âgés de 12 à 14 ans. Malgré la taille du groupe, l'enseignant semble l'avoir sa classe sous contrôle, tout en restant de bonne humeur et en se montrant aimable avec chaque élève. Apparemment les enfants l'aiment bien.



Beaucoup d'enfants lèvent le doigt chaque fois que le professeur pose une question.

Nous écoutons le professeur qui demande aux enfants d'expliquer ce qu'est l'excision, qui la pratique et quels en sont les bons et les mauvais côtés. Les enfants sont impatients de répondre et beaucoup lèvent le doigt immédiatement. Le professeur écoute attentivement chaque réponse et, sans en questionner la justesse, l'inscrit dans la colonne appropriée du tableau.

Lorsque les enfants n'ont plus de réponses à donner, le professeur demande à ceux qui sont pour l'excision de se grouper d'un côté de la salle et à ceux qui sont contre de se grouper de l'autre côté. Les élèves se répartissent en 29 partisans et 47 adversaires de l'excision. Le professeur demande à chaque groupe de réfléchir ensemble et de s'entendre sur les points qu'il aimerait mettre en évidence dans un débat.

Pendant le débat, les partisans de l'excision disent que cela permet à une fille de devenir belle, pure et désirable pour un homme. Une femme non excisée ne peut pas prier et les esprits de ses ancêtres ne lui parlent pas. Elle ne peut pas cuisiner pour son époux, sinon celui-ci deviendra impur lui aussi. Le clitoris paralyse les pulsions sexuelles des hommes. Il sent mauvais et attire les mouches et lorsqu'on l'enlève, cela protège la femme pour toujours contre les vers.

Le groupe adversaire de l'excision dit que l'opération elle-même est extrêmement douloureuse et peut causer une grave hémorragie et la mort. L'utilisation d'instruments non stériles peut entraîner une infection au VIH et d'autres maladies. L'excision peut endommager une fille à tel point qu'il lui sera difficile ou impossible d'avoir des enfants lorsqu'elle sera grande.

Pendant le débat, le professeur ajoute d'autres arguments à ceux qu'il avait déjà inscrits au tableau. Après le débat, il affiche des dessins simples illustrant le vagin et l'anus d'une fille excisée et d'une fille non excisée et il explique que l'excision cause souvent de graves séquelles. L'une des conséquences peut être que le vagin se ferme entièrement, de sorte que la fille ne peut plus uriner, souffre de douleurs aiguës et risque même de mourir si elle n'est pas conduite chez le médecin pour subir une intervention chirurgicale correctrice. Parfois, c'est le muscle du sphincter entourant l'anus qui est endommagé, de sorte que la fille n'a plus de contrôle sur ses intestins.



Les élèves se passent une illustration tandis que le professeur leur explique les graves séquelles pouvant être causés par l'excision.

Pour la première fois, le professeur exprime son opinion et, en se référant aux points déjà mentionnés par les élèves, il souligne les principaux arguments contre l'excision. À la fin, il demande aux enfants de voter pour ou contre l'excision en choisissant de se ranger d'un côté ou de l'autre de la salle. Le groupe pro excision s'est réduit à moins d'un tiers de sa taille initiale, mais il reste quand même des élèves, filles et garçons, qui conservent leur point de vue.

Mines d'or à Tanior et Konkere

Toujours dans la province de Noubiel, nous visitons deux camps d'orpailleurs en compagnie d'un représentant provincial du ministère de l'Action sociale et de la Solidarité nationale. Celui-ci nous explique que ces camps sont généralement associés à la traite et aux pires formes de travail des enfants. Il est estimé que 20 à 30 % de la production mondiale d'or provient de petites mines artisanales, telles que celles exploitées aux abords de ces camps et qu'environ 2 millions d'enfants travaillent dans de telles mines.¹¹ Avec l'aide de PROSAD, son ministère et d'autres partenaires surveillent leurs activités pour trouver des preuves de situations réclamant leur intervention. Pour protéger les enfants, ils ont développé un code de conduite qui a été adopté par des mineurs d'or syndiqués et qui est promu par des pairs éducateurs et des animations basées sur la méthode GRAAP (décrites plus loin dans cette publication). Ce que nous voyons ici sont des campements provisoires qui, par le désespoir apparent de leurs occupants, par la misère évidente et les dangers qu'ils endurent, dépassent de loin tout ce que nous avons vu dans les films d'Hollywood sur la rudesse des mœurs dans les villes minières du « Far West ».

À Tanior, les opérations se réduisent progressivement, car il n'y a apparemment plus d'or à trouver, et les acheteurs s'en vont. Cependant, il existe encore un camp où vivent plusieurs centaines de jeunes mineurs ainsi que beaucoup d'autres hommes et de femmes qui suivent les mineurs d'un camp à l'autre pour leur vendre des biens et des services. L'endroit offre l'aspect

d'un quartier urbain affairé, constitué de tentes, de cabanes et d'abris de fortune. Tandis que nous marchons à travers les sentiers chauds et poussiéreux, de jeunes femmes nous interpellent en français et en anglais pour vanter les plaisirs sexuels qu'elles ont à offrir et nous demander nos préférences. Plusieurs expliquent qu'elles parlent couramment l'anglais parce qu'elles viennent du Ghana.

À Konkere, nous voyons un nouveau camp et on nous explique que la rumeur se propage rapidement dès qu'un nouveau gisement d'or a été repéré. Les acheteurs sont déjà sur place, attendant l'arrivée des mineurs. Des hommes jeunes d'une vingtaine d'années, mais aussi quelques adolescents se groupent de manière informelle pour former des équipes de huit à dix hommes et garçons qui se partagent le travail de creuser une mine, de remonter les sacs de terre et de les transporter vers les équipements d'écluse où le matériel peut être lavé à l'eau et l'or passé au tamis. Il y a des écluses alignées sur les quatre côtés d'une grande place au milieu de laquelle se tiennent les acheteurs d'or, prêts à payer pour les grains et pépites qu'on leur apporte. Ils exhibent de grandes pépites à côté de leurs caisses d'argent pour suggérer aux chercheurs les fortunes qu'ils peuvent réaliser.



Les adolescents debout aux abords des puits de mine disent avoir creusé jusqu'à 30 m de profondeur durant trois semaines sans trouver d'or.

Il est midi et la température ambiante est d'environ 40 degrés centigrade lorsque nous nous déplaçons prudemment à travers le périlleux dédale des mines.

¹¹ Département d'État des États-Unis d'Amérique (2009)

Il s'agit de puits juste assez larges pour laisser passer le corps d'un adolescent. Ils s'enfoncent verticalement dans le sol, comme des puits d'eau, et ont des parois de terre d'un peu plus d'un pied d'épaisseur les séparant les uns des autres. Un seul mineur s'engage dans le puits tandis que les autres l'aident à descendre avec une corde puis à remonter le seau contenant la terre qu'il a prélevée en creusant dans le sol dur. Les jeunes racontent qu'ils ont déjà creusé pendant trois semaines jusqu'à 30 m de profondeur, mais ont trouvé très peu d'or jusqu'à présent. Lorsqu'ils atteignent un niveau où il y a de l'or, ils se mettent à creuser latéralement en s'efforçant de ne pas pénétrer dans des puits voisins.

Ici, on rencontre des formes extrêmes d'exploitation de la force de travail d'enfants. Parce que les jeunes garçons sont petits et légers, il est plus facile de les faire descendre dans les puits et de les remonter ensuite, et ils ont l'avantage de pouvoir se tenir dans des espaces étroits pour creuser la terre au fond des puits. C'est un travail extrêmement ardu et dangereux. Les parois et plafonds de ces puits s'effondrent souvent.



Enfants victimes de la traite travaillant dans des mines d'or. Il est facile de faire descendre ces garçonnetts dans les puits des mines et de les remonter ensuite.

Avant de quitter le site, nous apprenons que ces jeunes mineurs et les personnes qui les suivent viennent de toute l'Afrique occidentale, mais personne ici n'est lobi.

En fait, les Lobi sont indignés que des gens viennent d'ailleurs pour s'accaparer leur or. Dans leur culture, l'or représente l'esprit humain auquel la terre donne naissance, et comme c'est la femme qui enfante, il est interdit aux hommes et garçons lobi de creuser la terre pour en extraire de l'or. Un peu plus tard, nous voyons des femmes lobi creusant des trous peu profonds le long de la route, prélevant de la terre pour la mettre dans des vases ou des seaux et l'emporter chez elles afin de la passer au tamis dans l'espoir d'y trouver de l'or.

À Legmoin, une séance selon l'approche famille

Nous retraversons Gaoua et continuons en direction du nord, puis nous quittons la grand-route pour nous rendre dans un petit village appelé Legmoin. Là nous trouvons deux animateurs et une famille de treize personnes nous attendant sous l'ombre d'un arbre. Sur une chaise au centre est assise une femme qui est de toute évidence le chef de la famille et à la périphérie se tiennent son mari et ses sœurs. À côté d'eux se trouvent deux femmes d'âge moyen, deux jeunes femmes, quatre jeunes hommes allant de la quinzaine à la fin de la vingtaine, trois garçons et trois enfants en bas âge.

L'animateur principal est un homme et fait écouter aux personnes présentes un enregistrement de PROSAD sur les droits des femmes, notamment sur leur droit de penser, de s'exprimer, d'être rémunérées pour leur travail, de participer aux décisions ayant un impact sur leur santé et leur bien-être et sur la santé et le bien-être de leurs enfants, de conserver la garde de leurs enfants et d'hériter des biens de leur mari lorsque celui-ci décède. Il essaye ensuite de déclencher une discussion. Tout le monde hésite et les propos restent trop polis, trop différenciés, jusqu'à ce qu'intervienne l'autre animatrice. Elle nous explique qu'elle est liée à cette famille par des liens matrimoniaux, et qu'elle sait qu'ils auraient certains points à aborder, mais n'osent pas le faire. Avec humour et empathie, elle les provoque un peu (« allez-y, dites quelque chose, vous a-t-on coupé la langue ? ») jusqu'à ce qu'une jeune femme timide

commence à parler doucement puis avec de plus en plus de vigueur, racontant sa longue histoire bouleversante.

Legmoin est le village de sa mère et cette famille est celle de sa mère. Ses membres n'étaient nullement tenus de l'accueillir elle et ses enfants, mais ils l'ont fait quand même à la suite des terribles épreuves qu'elle a traversées. Elle a épousé un homme de Legmoin qui l'a emmenée vivre avec lui en Côte d'Ivoire. Ils ont eu un enfant et elle en attendait un deuxième lorsqu'elle est tombée malade. Tout le monde disait qu'elle avait le sida et son mari l'a abandonnée. Ce n'était pas le sida et elle a pu se remettre, mais il n'est jamais revenu. Elle a entendu entre-temps qu'il était avec une autre femme.

Après la naissance de son deuxième enfant, elle était désespérée, ne voyant pas comment elle pourrait un jour subvenir aux besoins de deux enfants, les loger, les nourrir, les vêtir. Lorsqu'une femme est abandonnée par son mari, elle ne peut pas retourner vivre au sein de la famille de son père parce qu'elle n'en fait plus partie. Ne sachant où aller, elle est venue ici, mais elle en a honte, car elle sait qu'elle et ses enfants sont une charge pour cette famille. Elle parle avec de plus en plus de véhémence lorsqu'elle explique la colère qu'elle éprouve contre son mari : « Nous sommes sa femme et ses enfants, mais il nous a abandonnés. Il n'a rien fait pour nous soutenir. Ce n'est pas bien. »

Le reste de la famille écoute attentivement et attend qu'elle ait fini de parler. Une autre femme prend alors la parole. « Ma sœur, tu ne nous as jamais parlé. Nous n'étions pas au courant de toutes ces choses que tu viens de nous dire. Ce qui t'est arrivé est très injuste. Je me demande ce que nous pouvons faire pour toi. » Les animateurs disent que la loi n'est pas très efficace et que le fait que cette crapule vive en Côte d'Ivoire vient encore compliquer les choses, mais c'est évidemment un cas à examiner de plus près et à discuter encore une fois. Il faut aider cette jeune mère et ses enfants et s'efforcer aussi d'empêcher que d'autres mères et leurs enfants ne subissent le même sort.



Cette jeune femme rompt son silence habituel pour raconter son histoire et expliquer combien il lui est pénible d'être une charge pour la famille de sa mère, tandis que tous les autres l'écoutent.

Encadré 1. Approche famille

Une famille burkinabè typique compte en moyenne 13 membres et est constituée d'hommes et de femmes de tous les âges et strates sociales, reliés par des liens de parenté et organisés autour d'un certain bien foncier, qu'ils y résident ou non. C'est la cellule primaire de socialisation des individus et également leur premier et dernier refuge en cas de difficultés.

En 2006 et 2007, PROSAD a travaillé avec le ministère de la Promotion de la femme et le ministère de l'Action sociale et de la Solidarité nationale pour développer un module de formation et des outils pour une nouvelle approche qui utilise l'unité familiale comme cadre pour des actions d'éducation et de dialogue ayant pour but de promouvoir les droits des femmes et de mettre fin aux MGF et à la violence contre les femmes.¹² Cette nouvelle approche est actuellement à l'essai et en voie de perfectionnement avec le soutien de PROSAD dans le cadre d'une collaboration entre les deux ministères et deux associations dans la région du Sud-ouest, Maalka à Batié et Sonti Yelaben à Legmoin. Les cinq étapes du processus d'essai sont les suivantes :

1. Sélectionner et former des membres du personnel des ministères et des associations en tant que personnes ressources, qui comprennent les éléments de base de l'approche et ont les compétences requises pour former des membres de la communauté à animer des séances familiales et assurer le suivi de toute action apparaissant appropriée.
2. Mener une étude avant le lancement de l'approche dans chaque communauté, en interviewant un échantillon de familles pour évaluer les connaissances, attitudes et pratiques de leurs membres.
3. Sélectionner et former des membres des communautés en tant qu'animateurs capables d'introduire les trois thèmes : droits des femmes, violence contre les femmes et MGF – et d'en discuter dans des séances familiales séparées (une pour chaque thème) puis d'animer les discussions. Les personnes ressources suivent cette formation en orientant les apprenants à travers de vraies séances familiales.
4. Organiser des forums de leaders d'opinion dans chaque communauté dans le but de mobiliser leur soutien actif en faveur de l'approche et pour des changements appropriés dans les attitudes et comportements.
5. Mettre les animateurs formés au travail afin de faciliter les séances familiales. Deux animateurs, un homme et une femme, interviennent à chaque séance. Ils invitent tout d'abord les participants à écouter un enregistrement de 15 minutes sur le thème en question, puis ils animent une discussion afin d'aider tous les membres de la famille, même les plus timides, à identifier les conflits qui existent actuellement entre eux ou à reconnaître les sources potentielles de conflits futurs, et à suggérer des moyens pour les atténuer ou les éviter. Le cas échéant, ils orientent les individus concernés vers des personnes ressources pouvant les aider à prendre d'autres mesures.

À Diébougou, une animation basée sur la méthode GRAAP

Nous nous déplaçons plus au nord de la région du Sud-ouest, dans la province de Bougouriba, et nous nous arrêtons pour deux nuits dans sa capitale et ville principale, Diébougou, qui abrite une population de 18 000 habitants.

Jeudi matin, nous trouvons une troupe de quatre jeunes hommes et quatre jeunes femmes nous attendant dans un théâtre en plein air. Ils participent au programme d'animation de la troupe « No-Biel » (« d'une seule voix ») qui, depuis 1997, forme et soutient des

groupes locaux d'acteurs amateurs dans les techniques d'utilisation du théâtre, de la danse et de la musique pour transmettre des messages de manière vivante et hautement interactive.

Récemment, cette troupe a été formée à l'utilisation des techniques et du matériel mis au point dans le cadre de la collaboration de PROSAD avec le Groupe de Recherche et d'Appui pour l'Autopromotion Paysanne (GRAAP). Ceux-ci ont été conçus spécialement pour aborder les questions couvertes par la composante III de PROSAD : les droits des enfants, la traite et les pires formes de travail des enfants (voir encadré 2).

Encadré 2. La méthode GRAAP à trois étapes : voir, réfléchir, agir

Pendant des décennies, le Groupe de Recherche et d'Appui pour l'Autopromotion Paysanne (GRAAP) a développé et perfectionné la « méthode GRAAP » d'animation visant à promouvoir l'auto-développement communautaire au Burkina Faso et à travers toute l'Afrique occidentale. Le Centre d'études économiques et sociales de l'Afrique de l'Ouest (CESAO), basé à Bobo-Dioulasso, travaille avec le GRAAP pour assurer la formation d'animateurs locaux qui parlent les langues locales et connaissent bien les croyances, attitudes et pratiques locales.

La méthode GRAAP utilise des dessins plastifiés adhérant à un tableau de feutre (flanellologue) qui peut être fixé à un mur ou suspendu sur un tableau. Hautement interactive, cette méthode sert à guider les participants à travers trois étapes : voir, réfléchir et agir.

Aujourd'hui, la troupe n'a que nous comme public. Certains des acteurs se mettent à la place du public pour nous montrer comment ils animent une séance. Le chef de la troupe pose une série de questions et, au fur et à mesure que les participants y répondent, il affiche sur le flanellologue des dessins illustrant ces réponses jusqu'à ce que l'histoire y figure complètement.

Les questions (Q) et réponses (R) échangées avec le public commencent ainsi : Q : un enfant, c'est quoi ? R : une personne ayant moins de 18 ans. Q : que représente un enfant ? R : notre avenir. Q : que pensez-vous du travail des enfants ? R : ils ne devraient pas

travailler trop durement. Q : pourquoi ? R : parce qu'ils n'ont pas encore achevé leur développement physique, intellectuel et affectif. Ils ont besoin de temps pour jouer et explorer eux-mêmes leur environnement. Q : quels sont les besoins les plus importants d'un enfant ? R : protection, affection, alimentation et éducation.

Avec cette méthode de questions-réponses, les participants sont amenés à décrire ce qui arrive à beaucoup d'enfants. Leurs parents ou ceux qui en ont la garde les traitent comme une main-d'œuvre bon marché, les empêchent d'aller à l'école, les font travailler dur pendant toute la journée, les réprimandent pour leur

paresse, mais omettent de les louer ou de les récompenser lorsqu'ils travaillent bien. Les enfants qui sont soumis chez eux à des conditions de vie aussi difficiles tendent à s'enfuir et à rencontrer des personnes qui leur promettent de les aider, mais qui en réalité les vendent à d'autres qui les font travailler du matin au soir à récolter du coton, creuser des mines pour chercher de l'or, effectuer des tâches domestiques ou transporter des marchandises.



À la fin de la séance de questions-réponses, tous les dessins sont affichés.

Avant d'être remis en liberté, les enfants de la traite reçoivent éventuellement de leurs acheteurs de l'argent en récompense, de sorte qu'ils peuvent acheter des radios, des montres, des jeans et d'autres biens très prisés.¹³ Ne voulant pas admettre qu'ils ont été trompés et exploités, les enfants relâchés retournent dans leurs villages et se vantent de leurs aventures et récompenses. Cela suffit pour encourager d'autres enfants à s'enfuir également et à tomber dans le piège des personnes qui prétendent vouloir seulement les aider. Q : que devrait-on faire contre cela ? R : les enfants comme les adultes devraient être encouragés à dénoncer les cas de traite d'enfants aux autorités reconnues, qui peuvent prendre les mesures qui s'imposent. Toute personne trouvée en train de trafiquer des enfants doit être arrêtée, traduite en justice, condamnée et mise en prison.

Une fois que le chef de la troupe a parcouru toutes les questions et réponses avec les participants, il demande à

des volontaires de venir au-devant du public et, à l'aide des dessins affichés, de résumer ce qu'ils ont appris. Après cela, la troupe joue une courte pièce pour illustrer la leçon. Un garçon vit chez des parents collatéraux. Sa tante adore son propre fils, lui achète de beaux vêtements et de belles chaussures et l'envoie à l'école, mais elle garde son neveu à la maison, ne donne à celui-ci que des shorts et le force à accomplir des tâches ménagères sans rien lui offrir d'autre que des remontrances et des reproches. Exaspéré par ce traitement, il s'enfuit et ne tarde pas à se retrouver dans la rue, affamé et sans abri. Une jeune femme a pitié de lui et lui offre son aide, mais son copain la force à s'éloigner en lui disant que le sort de ce garçon ne la regardait pas et qu'elle ne devrait pas se mêler de ses affaires. À mesure que l'histoire évolue, nous faisons connaissance avec d'autres enfants fugitifs et des adultes qui interagissent avec eux et nous sommes captivés par ce spectacle joué par d'excellents acteurs, agrémenté de chants et de danses et accompagné de musique ouest-africaine contemporaine sur CD.

À la fin, la troupe tout entière s'avance du fond de la scène puis s'élançe pour ramasser un écriteau qui reposait sur le sol, la face contre terre, et le brandir bien haut pour le faire voir au public. L'écriteau dit « non » à la traite des enfants et « oui » à l'éducation de tous les enfants.

Une représentation de théâtre forum

Tard dans l'après-midi nous allons au marché principal de Diébougou pour regarder UJFRAD, un groupe d'acteurs amateurs locaux jouer une pièce en appliquant les techniques du théâtre forum (voir encadré 3). La pièce commence alors qu'il fait encore jour, de sorte que nous pouvons faire des photos, mais normalement, une telle représentation commence après le coucher du soleil, lorsque l'air se rafraîchit, car c'est le moment où le marché attire le plus de monde.

La scène et le plateau sont constitués d'un espace délimité par une toile de fond et le décor est composé de deux seaux en fer blanc et d'une banquette en bois.

¹³ Afin de se protéger contre des poursuites judiciaires, les acheteurs d'enfants de la traite signent souvent avec ceux-ci des contrats de travail leur promettant une faible rémunération et conclus pour une période limitée, au terme de laquelle ils sont remis en liberté. Parfois aussi ils ne sont pas libérés et leurs acheteurs n'honorent pas leurs engagements.

Encadré 3. Théâtre forum pour le développement

Fondé en 1978, l'Atelier Théâtre Burkinabè (ATB) est une troupe professionnelle au cœur de la **Fédération nationale de Théâtre Forum (FNTF)**, une association constituée en grande partie de groupes locaux de comédiens amateurs qui utilisent le théâtre forum pour faire participer le public de manière interactive à des représentations visant à la fois à divertir et à éduquer sur un large éventail de thèmes en rapport avec le développement. En 2000, l'ATB a ouvert une école nationale de théâtre pour former des Burkinabè à ce genre de théâtre et devenir éventuellement un centre de formation international. Tous les deux ans, l'ATB accueille le Festival international de théâtre pour le développement. L'ATB produit aussi des séries d'émissions pour la radio et la télévision, toutes destinées à divertir et à éduquer. Depuis 2004, PROSAD soutient l'ATB et la FNTF dans la mesure où ils produisent des pièces destinées à aborder les thèmes couverts par les trois composantes de son programme. Ces pièces sont affinées par des représentations à Ouagadougou puis introduites dans les régions où l'ATB a des groupes d'acteurs qui travaillent avec des acteurs locaux pour traduire les pièces dans les langues locales et les adapter de manière à refléter les cultures et situations locales.

Durant ces séances, le public a parfois la possibilité d'influer sur l'évolution de l'intrigue et sur le dénouement de l'histoire. Les séances sont toujours suivies de discussions animées. Après cela, des gens se présentent souvent pour demander conseil ou assistance sur des problèmes personnels, p. ex. comment protéger leurs propres filles de l'exploitation sexuelle et les envoyer à l'école et comment faire rapatrier leurs propres enfants trafiqués. Certaines séances et discussions sont enregistrées pour être diffusées par la radio locale ou la télévision pour atteindre un public plus large.

Les pièces sont souvent jouées dans les écoles, et les élèves sont invités à interpréter certains rôles et à participer à des jeux thématiques et à des discussions de groupe faisant suite à chaque séance. Dans le Sud-ouest, PROSAD soutient un festival culturel annuel qui offre une occasion supplémentaire de réaliser des représentations de théâtre forum et d'autres manifestations. Les écoliers comptent parmi les organisateurs et participants les plus enthousiastes de ces festivals.

La pièce commence avec une femme d'âge moyen utilisant les seaux pour laver du linge. Sa fille adolescente, Sophie, vient lui dire qu'elle est inquiète parce que quelque chose ne va pas chez elle « ici en bas » et sa mère lui explique de manière pas très convaincante qu'elle fait l'expérience de ses premières règles et que c'est normal. L'air perplexe, Sophie s'en va et sa mère lève les yeux et les bras au ciel en gémissant, « Que va-t-il advenir de ma fille maintenant ? » Lorsque son mari rentre à la maison, elle lui raconte ce qui s'est passé. Celui-ci lui déconseille de dire quoi que ce soit à

Sophie, car moins elle est au courant de ces choses là, moins elle risque d'avoir des problèmes.

Insatisfaite de l'explication de sa mère, Sophie va voir sa vieille amie, Lucille, qui lui dit que ce qu'elle vit actuellement montre tout simplement qu'elle est en train de devenir une femme. Lucille ajoute que son petit ami a un très bon copain, Antoine, qui peut lui apprendre davantage sur ce que c'est que de devenir une femme. Or, il s'avère qu'Antoine est un charmeur, un macho et un coureur de jupons. Il flatte Sophie et la

fait rougir en lui proposant de l'accompagner derrière la scène où il voudrait lui montrer quelque-chose. Il réapparaît peu après, avec un sourire satisfait et un air fanfaron, refermant ses jeans et rebouclant sa ceinture. Par la suite, il ne montre plus beaucoup d'intérêt pour Sophie. À demi amoureuse, blessée et troublée, Sophie va demander conseil à Lucille. Après avoir écouté son histoire, Lucille se met à rire et répond à Sophie que cela fait partie de son apprentissage de femme.

Dans une intrigue secondaire, le petit ami de Lucille est préoccupé parce qu'il a des symptômes alarmants et qu'il craint de mourir du sida, mais il ne veut pas aller voir un médecin par peur d'apprendre la vérité. Cependant, rongé par l'inquiétude, il finit par y aller et apprend qu'il est séronégatif, mais qu'il a une autre infection sexuellement transmissible qui peut être soignée. Le médecin lui explique pourquoi il est si important de prendre des précautions et aussi de faire des tests de dépistage. Dans son cas, le test l'a délivré de l'inquiétude d'avoir le sida et lui a permis de se faire soigner contre une autre infection qui aurait pu lui faire beaucoup de mal.

S'il avait été testé séropositif, il aurait pu recevoir des traitements efficaces contre le VIH et apprendre comment continuer à avoir une vie sexuelle active, sans mettre en danger la santé d'autres personnes.



Lucille (à gauche) raconte qu'elle connaît un garçon qui pourrait apprendre à Sophie ce que c'est que de devenir une femme.

La pièce est amusante et bien jouée. L'actrice qui incarne Lucille rend à la perfection l'image d'une fille effrontée, qui se soucie peu de l'effet que ses paroles et son comportement peuvent avoir sur d'autres personnes. L'acteur qui joue le rôle d'Antoine semble être le prototype du mauvais garnement qui ne pense aux femmes qu'en termes de trophées. À la fin du spectacle, le public a doublé de 100 à près de 200 personnes. Les quelques sièges disponibles sont occupés pour la plupart par des femmes plus âgées ; les enfants sont assis sur le sol, devant la scène et sur les côtés, tandis que les hommes et les jeunes femmes se tiennent debout à l'arrière.

Les spectateurs ont ri, ont retenu leur souffle, ont sifflé et ont applaudi tout au long de l'histoire et maintenant le maître de cérémonie leur demande de donner leurs votes pour ou contre les personnages, puis de discuter avec eux de leurs comportements. Le médecin s'avère être le seul personnage ayant fait vraiment bonne impression au public, bien que beaucoup de compassion soit ressentie pour la naïve Sophie et pour sa mère. Le père est copieusement hué tandis que Lucille et Antoine sont classés presque à égalité de points comme les pires individus du groupe. Antoine, sifflé, hué et condamné par les femmes plus âgées du public, obtient le score le plus négatif et se tient devant le public avec un sourire incrédule qui semble dire : « Qui, moi ? Qu'est-ce que j'ai fait de mal ? »



Le public doit déterminer si c'est Antoine ou Lucille qui remporte le prix pour avoir exercé la plus mauvaise influence sur Sophie.

C'est Lucille, cependant, qui doit affronter le débat le plus animé et le plus passionné avec les femmes du public. Elle maintient son point de vue, jouant la mauvaise graine jusqu'à la fin, tandis que les autres femmes la réprimandent pour son comportement épouvantable. Le maître de cérémonie demande s'il y a quelqu'un dans le public qui pense pouvoir faire mieux en jouant le rôle de Lucille. Une jeune femme se déclare prête à essayer, mais explique clairement qu'elle ne peut pas faire mieux en étant mauvaise. Si elle était Lucille, elle ne donnerait pas un conseil aussi funeste à la pauvre Sophie, mais au contraire la mettrait en garde contre des voyous du calibre d'Antoine.

Un cours sur les MGF dans une école secondaire

Le lendemain, avant de retourner à Ouagadougou, nous assistons à un cours sur les MGF dans une classe de la onzième année de l'école secondaire. 29 élèves sont présents, 22 garçons et sept filles âgés de 17 à 20 ans. Il utilise les mêmes techniques fondamentales de questions, réponses et débats dont nous avons vu la démonstration à l'école primaire, mais le débat a lieu simultanément, aussitôt que les élèves contestent les réponses des uns ou des autres. En outre, le professeur exprime plus ouvertement ses opinions, approuvant ou désapprouvant les réponses des élèves ou demandant à d'autres de faire des commentaires sur ces réponses aussitôt après qu'elles ont été entendues, et il utilise des dessins plus explicites pour illustrer les informations.

Ces élèves plus âgés se conduisent bien et semblent tout d'abord excessivement polis et réservés, mais les garçons ne tardent pas à s'exprimer ouvertement et à s'engager à plein dans la discussion. Les filles sont assises à la périphérie de la classe, se retiennent et parlent peu, jusqu'à ce que l'une d'elles, indignée par ce qu'a dit un garçon, intervienne dans la discussion, encourageant ainsi d'autres filles à faire de même.

Le professeur inscrit les réponses aux questions et les arguments avancés durant la discussion dans quatre colonnes du tableau : conséquences immédiates de

l'excision, conséquences à long terme, conséquences sociales et avantages. Cette fois, les avantages sont tous signalés par des garçons, et quelques-uns d'entre eux semblent croire fermement à la justesse de leurs arguments. Ils disent entre autres que l'excision diminue la libido des femmes, de sorte que celles-ci restent abstinentes avant le mariage et fidèles durant le mariage. Une femme excisée est moins frivole, plus pure et esthétiquement plus plaisante pour les hommes. Les femmes doivent être excisées pour pouvoir ensemen- cer les champs, car cela assure de bonnes récoltes et la survie des récoltes à travers les périodes de sécheresse.



Au début, ce sont les garçons qui répondent à la plupart des questions du professeur sur l'excision.

Un garçon prétend que l'excision réduit la propagation du VIH, mais le professeur rejette immédiatement cette théorie, en précisant qu'il n'y a aucune preuve la confirmant. Un autre garçon déclare que lui, personnellement, trouve les femmes non excisées répugnantes, parce qu'elles sont trop actives durant les rapports sexuels et que seuls les hommes devraient être actifs. Les femmes non excisées sont comme des prostituées, et il ne voudrait jamais faire l'amour avec une prostituée. Cet argument finit par provoquer une réaction cinglante de la part d'une des filles, qui demande : « Comment le sais-tu ? As-tu jamais couché avec une femme ? Je ne crois pas. C'est peut-être ton imagination, quelque chose que tu as vu en rêve ! » Toutes les filles éclatent de rire et se mettent elles aussi à exposer leurs points de vue.

Comme conséquences de l'excision, en plus de celles identifiées par les élèves de l'école primaire à Batié, les élèves du secondaire à Diébougou mentionnent les risques accrus d'infection des voies urinaires, des trompes de Fallope et des ovaires et le développement possible de fistules, la perte d'élasticité du vagin et d'autres complications pouvant entraîner, lors d'un accouchement, le décès de la mère et du bébé. L'excision peut également causer des problèmes psychologiques et sociaux liés à la perte du désir sexuel chez les femmes, tels que frigidité, dépression et rejet par les hommes, infidélité des maris, puis séparation et divorce.

Vers la fin de la séance, le professeur demande qui est encore favorable à l'excision et il n'y a plus qu'un petit groupe de trois ou quatre garçons qui se déclarent encore pour cette pratique. Cependant ils semblent incertains de leur position, sauf le garçon qui avait déclaré qu'il trouvait les femmes non excisées répugnantes. Il le répète encore une fois, tout en insistant sur quelques-uns de ses arguments pour l'excision, notamment que seule une femme excisée devrait ensemercer les champs.



Exaspérée par les arguments des garçons, cette jeune fille demande la parole.

Un regard plus holistique sur PROSAD

Pendant notre tournée dans le Sud-ouest, nous avons pu voir à l'œuvre quelques approches et outils de CCC hautement interactifs de PROSAD. Dans les sections suivantes nous ferons un tour d'horizon plus complet sur ce que fait PROSAD dans ses cinq domaines d'action.¹⁴ Le domaine d'action n° 2, « Mainstreaming du VIH » ne sera toutefois pas pris en compte parce qu'une autre publication de la Collection allemande de pratiques liées au VIH examine l'approche adoptée par la CD allemande en matière de mainstreaming du

VIH dans tous les pays partenaires, et cette approche se retrouve dans le plan (2008-2009) actuellement appliqué au Burkina Faso.¹⁵ De toutes les manières, les principales contributions de PROSAD à la riposte contre le VIH s'inscrivent dans le cadre du domaine d'action n° 1, planification familiale et santé sexuelle des jeunes.

¹⁴ Pour plus d'informations sur les processus de planification stratégique, de suivi et d'évaluation de PROSAD, voir Heuler-Neuhaus W et Neuhaus E (2007) et Neuhaus E (2007).

¹⁵ BMZ (2008) et BMZ et al (2008).

Domaine d'action n° 1 : Planification familiale et santé sexuelle des jeunes

Information stratégique

Une enquête démographique et de santé (EDS) réalisée en 1998/99¹⁶ et une autre en 2003¹⁷ fournissent beaucoup d'informations de base et de connaissances sur les attitudes, pratiques et tendances en rapport avec la santé sexuelle et reproductive des jeunes adultes et des adolescents. Ces informations sont complétées par des données collectées et analysées avec l'aide de PROSAD par les administrations sanitaires ou les équipes de santé aux niveaux national, régional, provincial, municipal et villageois.

L'EDS de 2003 a révélé que 48 % des femmes étaient déjà mères à l'âge de 18 ans. Les grossesses précoces sont rarement voulues et souvent associées à des mariages d'enfants, des mariages forcés ou à de la violence sexuelle. Par conséquent, les avortements clandestins sont nombreux et à l'origine de 28 % des décès parmi les jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans.

Sur l'ensemble du pays, 8,6 % de toutes les femmes mariées utilisent des méthodes modernes de planification familiale, mais dans les zones rurales, ce taux tombe à 5,1 % et est encore plus faible parmi les femmes les plus pauvres, les moins éduquées ou vivant dans des unions polygames. 36,7 % des femmes appartenant au quintile le plus pauvre ont déclaré qu'elles souhaitaient employer des méthodes modernes de contraception, mais seulement 1,7 % le faisaient réellement.¹⁸

Cibles

Lors de son lancement en janvier 2004, PROSAD a fixé pour son domaine d'action n° 1 les quatre cibles suivantes à atteindre jusqu'à 2015 : dans le Sud-ouest, 18 % de tous les couples et dans l'Est, 10 % de tous les couples utiliseront des méthodes modernes de planification familiale ; dans le Sud-ouest, la prévalence du VIH parmi les femmes de 25 à 34 ans se réduira à 2,0 % et dans l'Est à 1,0 %.

Actions

Les contributions de PROSAD dans les domaines de la planification familiale et de la santé sexuelle et reproductive des jeunes se concentrent principalement sur le renforcement des capacités du système de santé existant afin que celui-ci puisse fournir des services appropriés aux communautés et répondre à une demande croissante. Ses prestations sont les suivantes :

- Appui à la recherche afin de pouvoir évaluer les besoins et planifier les actions aptes à y répondre.
- Réalisation de formations et soutien du personnel des centres de santé et des équipes mobiles qui fournissent des services aux villages ruraux.
- Réalisation de formations et soutien des pairs éducateurs qui travaillent dans les écoles, les maisons de jeunes et d'autres lieux ainsi qu'aux personnels et volontaires des ONG afin que ceux-ci soient en mesure d'offrir, par exemple, des représentations de théâtre forum et d'autres activités hautement interactives de CCC.
- Appui au développement d'outils d'IEC, y compris des représentations de théâtre forum et d'autres activités hautement interactives de CCC.
- Établissement d'un système de distribution de méthodes modernes de planification familiale rendant celles-ci aisément accessibles non seulement dans les grandes villes et les agglomérations urbaines de moyenne importance, mais aussi dans les petits villages.



Dans une animation de la troupe No-biel, une jeune femme compatissante écoute un garçon qui lui raconte qu'il a fui la maison de sa tante parce que celle-ci le traitait comme un esclave, mais maintenant il dort dans la rue et n'a rien à manger.

¹⁶ Institut National de la Statistique et de la Démographie et al (1999).

¹⁷ Institut National de la Statistique et de la Démographie et al (2004).

¹⁸ Gebreselassie T et Mishra V (2007).

Ainsi, PROSAD améliore la qualité et accroît la quantité des services de planification familiale et de santé reproductive dans ses deux régions prioritaires, le Sud-ouest et l'Est. Il complète et augmente les

services fournis par d'autres programmes, y compris le Projet de marketing social de condoms financé par la KfW (voir encadré 4).

Encadré 4. Le Projet de marketing social de condoms (PROMACO)

Le Projet de marketing social de condoms au Burkina Faso (PROMACO) a été lancé en 1991. Initié par Population Services International, il est maintenant géré par une ONG burkinabè et financé par la KfW Entwicklungsbank et par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Il veille en particulier à atteindre des personnes qui pratiquent des comportements sexuels à risque, notamment les routiers, les mineurs d'or et les travailleurs du sexe. En 2006, il assurait la distribution des condoms Prudence Nouveau et de préservatifs féminins par l'intermédiaire de 22 000 points de vente de détail à travers le pays.

Une autre publication de la Collection allemande de pratiques liées au VIH décrit un projet analogue financé par la KfW au Niger et une autre encore décrit un projet financé par la KfW dans le cadre duquel le PROMACO a collaboré avec le programme de marketing social de Côte d'Ivoire pour la production d'une série télévisée intitulée « SIDA dans la Cité ».¹⁹

Les résultats atteints jusqu'à présent

L'appui de la CD allemande à la promotion de la planification familiale dans le Sud-ouest a commencé en 1998 et une comparaison des données de l'EDS de 1998/99 avec celles de l'EDS de 2003 indique que le programme a eu un impact significatif. De 1998 à 2003, le pourcentage des couples ayant déclaré qu'ils utilisaient des méthodes modernes de planification familiale a augmenté de 2,6 à 5,3 % dans toutes les régions rurales du pays et est passé de 3,9 à 7,7 % dans la région du Sud-ouest. L'un des résultats des actions de formation réalisées et du soutien apporté aux centres de santé et à leurs équipes mobiles dans le Sud-ouest a été un meilleur système d'établissement de rapports permettant de confirmer les progrès, et les données recueillies indiquent que 12,6 % des couples dans la région du Sud-ouest utilisaient des méthodes modernes de planification familiale en 2007.

Dans la région de l'Est, la promotion de la planification familiale avec le soutien de la CD allemande n'a pu commencer qu'en 2004 avec le lancement de PROSAD. Si l'on compare les données de l'EDS de 2003 à des données plus récentes collectées par les centres de santé et leurs équipes mobiles, il apparaît que le pourcentage des couples qui utilisent des méthodes modernes de planification familiale dans la région de l'Est a augmenté de 2,3 % en 2003 à 5,2 % en 2007. L'augmentation rapide du pourcentage des couples qui utilisent des méthodes modernes de planification familiale tant dans le Sud-ouest que dans l'Est est due en grande partie à l'accent mis par PROSAD sur une méthode en particulier, les implants contraceptifs (voir encadré 5).

Un examen prudent des données suggère que les interventions dans le domaine d'action n° 1 ont aussi contribué significativement à stopper la propagation

du VIH. L'EDS de 2003 a constaté que la prévalence du VIH chez tous les adultes âgés de 15 à 49 ans dans la région du Sud-ouest était de 3,7 %. C'est le taux le plus élevé par rapport à toutes les autres régions du pays, sauf celle du Centre (Ouagadougou). Cependant, un examen des données de veille remontant jusqu'à 1999 indique que, dans aucune autre région du Burkina Faso, le taux de prévalence du VIH

chez les femmes âgées de 15 à 49 n'a diminué aussi fortement que dans le Sud-ouest, ce taux étant passé de 7,7 % en 1999 à 2,1 % en 2007, tombant ainsi en dessous de la moyenne nationale de 2,3 %. En 2007, ce taux avait baissé à 0,6 % dans la région de l'Est, mais se chiffrait à 5,2 % dans la région du Centre où il n'a cessé de grimper d'année en année.²⁰

Encadré 5. Les implants contraceptifs ont été bien accueillis

Les implants présentent deux avantages majeurs : ils sont fiables, tant qu'ils sont en place, et ils peuvent être retirés lorsque les femmes souhaitent à nouveau avoir des enfants. Au Burkina Faso, les implants sont proposés depuis des années par des équipes mobiles, mais dans les régions du Sud-ouest et de l'Est, c'est seulement depuis janvier 2004 que les infirmières de ces équipes ont commencé à bénéficier d'une formation avec le soutien de PROSAD afin de pouvoir identifier les femmes qui pourraient être intéressées par des implants et aider ces femmes à prendre une décision avisée.

Pendant les cinq années qui se sont écoulées depuis le début de 1999 à la fin de 2003, moins de 500 femmes avaient eu recours aux implants offerts par les équipes de santé dans la région de l'Est. Pendant les cinq années qui se sont écoulées depuis le début de 2004 à la fin de 2008, plus de 6 800 femmes ont demandé des implants. En 2004, les services de planification familiale soutenus par PROSAD étaient déjà bien établis dans le Sud-ouest et il y a lieu de supposer que la proportion de femmes de cette région ayant déjà des implants était deux fois plus élevée que dans la région de l'Est. Depuis lors, le taux d'adoption des implants dans le Sud-ouest a augmenté aussi fortement que dans l'Est.

Les défis à relever

Les progrès accomplis à ce jour suggèrent qu'il est possible de dépasser les cibles que l'on s'était fixées. Le défi consiste donc à les dépasser le plus possible. Il s'agit, d'une part, de réduire le nombre des grossesses, le nombre des avortements clandestins, le taux de

mortalité maternelle et infantile, le taux de croissance démographique naturelle, la pression sur les ressources naturelles et la pauvreté, d'autre part, d'accroître les opportunités pour les femmes, les enfants et les jeunes et de renforcer leur statut dans la société.

²⁰ PROSAD n'échappe pas à la règle selon laquelle il est très difficile, voire même impossible d'introduire des contrôles dans les processus de suivi et d'évaluation et d'éliminer ainsi les impacts provenant d'autres programmes et services.

Domaine d'action n° 3 : Promotion des droits des femmes et éducation des filles

Information stratégique

Par suite de leurs faibles niveaux d'éducation, très peu de femmes burkinabè sont au courant de leurs droits, tels que définis dans les conventions internationales auxquelles leur pays a adhéré et dans les législations nationales promulguées pour honorer les engagements contractés dans ces conventions. Elles n'ont ni les moyens, ni la possibilité de recourir à des conseils juridiques et, au cas où elles le feraient et chercheraient de l'aide de l'extérieur pour résoudre des conflits familiaux, elles risqueraient, selon la tradition et les pratiques locales, d'être chassées de leurs familles. Seules les femmes qui n'ont plus rien à perdre pourraient éventuellement prendre ce risque.

Là où existent des mécanismes d'arbitrage traditionnels, ils sont généralement appliqués par des hommes plus âgés des communautés ou des forgerons. Ceux-ci peuvent résoudre des plaintes de moindre importance en faveur des femmes, mais jamais ils n'essayeront de changer quoi que ce soit à la position subalterne des femmes au sein de leurs familles. Lorsque leurs décisions violent les lois nationales, il n'est guère probable que les fonctionnaires des administrations publiques nationales, régionales ou locales interviennent au bénéfice des femmes, soit parce qu'ils ignorent eux-mêmes les lois, les transgressent sciemment ou hésitent à tomber en désaccord avec les leaders villageois.



Tenant sa petite fille dans ses bras, cette femme écoute ce que dit sa famille sur les droits des femmes et des filles.

La décentralisation a créé de nouvelles opportunités pour éduquer les femmes, les autonomiser en les éclairant sur leurs droits et leur fournir des mécanismes pour faire valoir ces droits et les faire appliquer. La protection des droits des femmes a été l'une des responsabilités transférées aux 30 conseils urbains et aux 302 conseils ruraux municipaux qui ont été créés en 2006.

Dans le cadre des travaux préparatoires entrepris en vue d'exploiter ces nouvelles opportunités, PROSAD a, en 2007, chargé le Centre d'Études, de Recherche et de Formation pour le Développement économique et social (CERFODES), sis à Ouagadougou, d'établir une base de données sur les connaissances des femmes au sujet de leurs droits, sur les actes de violence dont elles ont été victimes et sur leur accès à des services susceptibles de les aider à résoudre leurs problèmes. Les résultats de l'enquête ont révélé que, dans le Sud-ouest, 37 % des femmes avaient subi des traitements violents et que parmi celles-ci 78 % avaient été traitées avec violence par leur mari et 28 % par d'autres parents masculins. Dans l'Est, 30 % des femmes avaient subi des actes de violence et, parmi celles-ci, 62 % avaient été maltraitées par leur mari et 25 % par d'autres parents masculins.

Cibles

Lors du lancement du programme en janvier 2004, PROSAD s'est fixé les deux cibles suivantes pour son domaine d'action en 2015 : accroître de 50 % le taux de scolarisation des filles dans les régions du Sud-ouest et de l'Est et diminuer d'un tiers le nombre des filles qui abandonnent l'école avant d'avoir achevé leur sixième année scolaire. Ses autres cibles sont moins spécifiques pour des raisons qui seront expliquées plus loin dans cette section.

Actions relatives aux droits des femmes

Approche famille. Cette approche est décrite plus haut dans l'encadré 1 de cette publication.

Arbitrage au niveau communautaire et, si nécessaire, recours aux procédures prévues par la loi.

PROSAD soutient les efforts visant à sensibiliser les anciens des villages et les forgerons qui remplissent habituellement la fonction d'arbitres dans les conflits familiaux et à les amener à travailler avec les conseillers non professionnels. Si la collaboration entre ces derniers et les arbitres villageois ne produit pas de résultats satisfaisants, les conseillers peuvent s'adresser aux assistantes sociales qui peuvent, à leur tour, demander des interventions de la police ou d'autres autorités. Comme les assistantes sociales ne vivent généralement pas dans les villages, un renforcement des procédures apparaît nécessaire. Actuellement, l'accent est mis sur la formation continue des conseillers non professionnels, afin qu'ils puissent apporter une aide de plus en plus efficace aux femmes pour résoudre leurs griefs de façon satisfaisante.

Sensibilisation des communautés. PROSAD appuie des ateliers de formation à l'intention des journalistes, des leaders communautaires et des organisations féminines et leur fournit du matériel d'IEC et d'autres aides pour les aider dans leurs efforts de sensibilisation aux questions de promotion des femmes dans leurs communautés.

Actions relatives à l'éducation des filles

Un modèle reproductible d'éducation des filles.

PROSAD était l'un des partenaires qui ont assisté le ministère de l'Enseignement de base et de l'Alphabétisation lors du lancement de la campagne pour l'accroissement de la scolarisation des filles et la rétention de celles-ci dans les écoles. La campagne couvre maintenant tout le pays, mais PROSAD concentre son attention sur 70 communautés prioritaires dans les

régions de l'Est et du Sud-ouest. Les mesures mises en œuvre sont les suivantes : sensibilisation des enseignants à la nécessité d'encourager les filles qui sont déjà à l'école, prestation de conseils aux administrations scolaires sur la nécessité d'éduquer les filles et sur la façon de suivre les inscriptions et les abandons scolaires, travail avec les parents d'élèves, les associations de parents et d'autres groupes villageois et utilisation des stations de radio locales et des représentations de théâtre forum pour promouvoir l'éducation des filles.

Suivi des abandons scolaires. Beaucoup de parents burkinabè et leurs filles adhèrent aux vieilles croyances selon lesquelles les filles n'auraient pas besoin de plus que deux à trois ans d'éducation scolaire étant donné qu'elles sont destinées à passer leur vie à accomplir des travaux ménagers et à prendre soin de leurs maris, enfants et autres parents. Les filles abandonnent l'école principalement parce qu'elles-mêmes et leurs parents pensent qu'elles n'y apprennent pas grand chose d'utile pour une telle vie. Une baisse des taux d'abandon scolaire est le signe le plus fiable indiquant que l'application du modèle reproductible produit les résultats désirés.



Dans les écoles primaires de la région du Sud-ouest il y a aujourd'hui presque autant de filles que de garçons.

Les résultats atteints jusqu'à présent

PROSAD et ses partenaires sont très conscients du fait que le renforcement des capacités d'action des femmes par la sensibilisation de celles-ci et d'autres personnes sur les droits des femmes et par l'application de mécanismes efficaces pour lutter contre les violations de ces droits est une tâche de grande envergure et de longue haleine. Il est encore un peu tôt pour évaluer les impacts des initiatives appuyées par PROSAD, mais des tendances encourageantes sont observées dès à présent. Dans l'Est comme dans le Sud-ouest, il y a eu des augmentations substantielles du nombre des couples qui légalisent leur statut et celui de leurs enfants par des mariages devant l'état civil et des demandes d'actes de naissance. On note aussi une augmentation du nombre de cas signalés de violences à l'encontre des femmes, de mariages forcés et de conflits conjugaux. C'est une preuve largement reconnue non pas de l'augmentation de ces phénomènes, mais plutôt de l'augmentation des incidents signalés aux instances compétentes par suite d'un meilleur accès à des mécanismes d'intervention fiables pour les femmes. En outre, il apparaît clairement que les femmes commencent à s'organiser pour discuter de leurs situations et se soutenir mutuellement dans leurs actions, alors que jusqu'à récemment, la plupart des femmes se résignaient à rester soumises aux hommes au sein de leurs familles et étaient peu disposées à s'entretenir sur leurs problèmes avec qui que ce soit en dehors du cercle familial.²¹

Les administrations scolaires fournissent dans leurs rapports des données sur les nombres d'inscriptions et d'abandons scolaires annuels, et cela facilite le suivi des progrès dans l'éducation des filles. Sur une période de cinq ans, de l'année scolaire 2002/03 à l'année scolaire 2007/08, les taux d'inscription dans les écoles ont augmenté de 64 % dans l'ensemble du pays, de 79 % dans le Sud-ouest et même de 123 % dans l'Est. Cela signifie que PROSAD a déjà dépassé sa première cible qui était d'accroître de 50 % la scolarisation des filles. Les taux de scolarisation des filles par rapport à ceux des garçons ont augmenté de 75 % à 88 % dans l'ensemble du pays, de 73 % à 92 % dans le Sud-ouest et de 70 % à 91 % dans l'Est. Cela signifie qu'il y a de

bonnes raisons d'espérer que d'ici à 2015, la parité entre les sexes sera atteinte sur le plan de la scolarisation.

Sur une période de quatre ans, de 2002/03 à 2006/07, le pourcentage de filles abandonnant leur scolarité avant d'avoir terminé leur sixième année d'études a baissé de 59 % à 44 % dans le Sud-ouest et de 49 % à 42 % dans l'Est. Les résultats étaient même meilleurs dans les écoles qui participaient à l'application du modèle reproductible d'éducation des filles. Dans le Sud-ouest, par exemple, 50 % de tous les nouveaux élèves inscrits dans ces écoles étaient des filles en 2006/07 contre 45 % du total de toutes les nouvelles inscriptions dans les écoles qui ne participaient pas au programme.

Les défis à relever

PROSAD reconnaît que la pauvreté omniprésente signifie que la grande majorité des citoyens burkinabè, quel que soit leur sexe et leur âge, n'ont pas accès à bon nombre de biens et de services (p. ex. médicaments et services de santé) auxquels la plupart des citoyens des pays de l'Union européenne estiment avoir droit au titre de leurs droits humains fondamentaux. Il reconnaît également l'existence de traditions culturelles et d'attitudes sociales qui privent de leurs droits humains fondamentaux non seulement les femmes et les filles, mais aussi les jeunes hommes et les garçons.

Pour s'attaquer aux questions entourant les droits des femmes, cela signifie qu'il faut s'attaquer simultanément aux questions associées à la pauvreté, au statut inférieur des jeunes hommes et des garçons et à leurs impacts sur les femmes. Cela requiert un dialogue intergénérationnel du type de celui qui est intégré dans l'approche famille, dans les représentations de théâtre forum et dans d'autres composantes du travail de CCC hautement interactif de PROSAD. Un défi majeur consistera à maintenir les efforts de manière à atteindre tous les individus des deux sexes et de toutes les générations avec des moyens de CCC leur fournissant des informations sur toutes ces questions et les motivant à changer leurs attitudes et pratiques.

Domaine d'action n° 4 : Élimination des mutilations génitales féminines

Information stratégique

L'EDS de 2003 a constaté que 76,6 % des femmes burkinabè âgées de 15 à 49 ans avaient subi l'excision et ce taux a été mentionné par l'Organisation mondiale de la santé dans une déclaration qu'elle a publiée contre les MGF en 2008 et dans laquelle le Burkina Faso est classé dans les rangs supérieurs parmi les 28 pays subsahariens et nord-africains dans lesquels la pratique des MGF est bien documentée.²² Il y a différentes formes de MGF et la plus courante au Burkina Faso est l'excision du clitoris, pratiquée habituellement sur les nourrissons ou les enfants en bas âge, mais parfois aussi sur les fillettes et les jeunes adolescentes.

L'excision a été interdite par la loi au Burkina Faso en 1996 et un Comité national de lutte contre la pratique de l'excision (CNLPE) a été chargé de promouvoir et de coordonner les efforts d'application de la loi et d'élimination de l'excision. Les principaux obstacles sont dus au fait que l'excision est une affaire familiale privée, impliquant des personnes qui n'ont peut-être aucune idée de la loi ou, si elles la connaissent, la désapprouvent et ne trouvent aucun mal à dissimuler la pratique aux autorités publiques.

Comme l'EDS de 2003 n'avait étudié l'excision que chez les femmes nées en 1988 ou avant, PROSAD a fait mener en 2005 une enquête dans la région du Sud-ouest pour examiner la prévalence de l'excision chez les filles nées en 1991 (cinq ans après l'entrée en vigueur de la loi) ou après, c'est-à-dire chez les filles âgées de 0 à 14 ans.²³ Tandis que l'EDS de 2003 avait trouvé que 72 % des femmes du Sud-ouest avaient été excisées et que 67 % des femmes lobi excisées avaient subi la pratique durant les premières années de leur vie, l'étude de 2005 a constaté que juste un peu plus de 50 % des filles nées en 1991 avaient été excisées et que moins de 10 % des filles nées en 2003 ou plus tard avaient été excisées. Seulement 2,2 % des filles nées en 2005 étaient excisées durant la première année de leur vie. Ainsi, l'excision avait déjà commencé à diminuer avant même son interdiction par la loi et continuait à régresser.

Cependant le mal fait par l'excision est tel qu'aucun pourcentage au dessus de zéro n'est tolérable.



Les élèves du primaire préparent leurs arguments contre l'excision avant de les discuter en classe.

L'étude a utilisé des méthodes quantitatives et qualitatives. Ces dernières incluaient des interviews avec des filles qui avaient été excisées et avec des femmes qui avaient pratiqué des excisions, des discussions avec des groupes de réflexion composés seulement de garçons et seulement de filles et un groupe mixte composé de filles et de garçons ainsi que des entretiens avec des leaders communautaires. Il a été constaté, entre autres, que les fillettes étaient souvent prises au piège (par exemple, on leur disait qu'elles allaient visiter leur tante préférée et, à leur arrivée, elles se trouvaient en présence de vieilles femmes les attendant pour les exciser), ou encore que, dans certains villages la pression exercée par les pairs est telle que les filles plus âgées économisent de l'argent pour payer elles-mêmes leur excision. Bien que l'on dise que l'excision soit « traditionnelle », les données empiriques montrent qu'elle peut être pratiquée dans un village, alors qu'elle ne l'est pas dans un

²² OMS (2008).

²³ PROSAD (2005a) et (2005b).

village voisin dont la population appartient pourtant au même groupe ethnique. La pratique ne provient pas d'un système de croyances anciennes et profondément ancrées, mais simplement de coutumes locales. Lorsqu'on demande aux partisans de l'excision de justifier leur position, ils commencent généralement par prétendre que cela facilite les accouchements, mais lorsqu'on leur demande davantage d'explications, ils avancent des justifications religieuses sans fondements et finissent toujours par déclarer que l'excision a toujours été pratiquée dans leurs familles.

Cibles

Lors du lancement du programme en janvier 2004, PROSAD s'est fixé les deux cibles suivantes pour son domaine d'action n° 4 à atteindre jusqu'en 2015 : partant de taux de base présumés de 30 % dans le Sud-ouest et de 24 % dans l'Est, réduire d'un tiers le pourcentage de filles âgées de 5 à 14 ans ayant subi des MGF.

Actions

Le point de départ de PROSAD pour lutter contre les MGF a été une approche d'intervention au niveau scolaire lancée en 2000 avec l'aide d'un autre programme de la GTZ. Il s'agit de l'approche dont nous avons vu la démonstration dans des écoles primaires et secondaires durant notre tournée dans la région du Sud-ouest. Le lancement de cette approche s'est fait tout d'abord en collaboration avec les ministères de l'Enseignement de base et de l'Enseignement secondaire, puis avec les autorités régionales responsables de l'éducation afin d'élaborer, tester et introduire du matériel pédagogique approprié sur les MGF.

PROSAD soutient également l'intégration des MGF (mainstreaming) dans toutes les actions relatives à la planification familiale, la santé sexuelle et reproductive des jeunes et la promotion des droits des femmes qui

ont été décrites plus haut. Par exemple, la question des MGF est souvent abordée dans l'éducation par les pairs en matière de santé sexuelle et reproductive, dans les séances de l'approche famille et dans les représentations de théâtre forum. En outre, PROSAD appuie des comités régionaux associés au CNLPE et des organisations féminines locales dans les efforts qu'ils déploient pour sensibiliser les communautés sur les MGF.

Étant donné que les parents exercent un contrôle considérable sur leurs enfants et peuvent même enlever leurs enfants de l'école lorsqu'ils désapprouvent ce que l'on y enseigne, il a été particulièrement important d'organiser pour les parents des manifestations précédant ou coïncidant avec l'introduction du matériel pédagogique sur les MGF dans les écoles locales. Même si ces manifestations ne parviennent pas à gagner tous les parents à la cause anti-MGF, elles ont au moins l'avantage de les familiariser à l'idée que les MGF sont un thème pouvant légitimement faire l'objet d'une discussion ou d'un débat aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des écoles. Non moins importants ont été les séminaires et ateliers qui ont été organisés à l'intention du corps enseignant, en règle générale dans le cadre de conférences d'enseignants, afin d'assurer que ceux-ci soient bien informés sur les MGF et soient motivés à utiliser le matériel pédagogique sur les MGF dans leurs classes.

Les résultats atteints jusqu'à présent

Les données de l'étude sur l'excision réalisée en 2005 dans la région du Sud-ouest indiquent que l'approche scolaire, avant même son adoption par PROSAD, apportait déjà des contributions appréciables au recul de l'excision dans cette région. Les impacts observés incluent le fait que, dans les villages où cette approche a été appliquée, la plupart des élèves et des adultes désapprouvent maintenant l'excision, sont d'avis que les personnes qui la pratiquent devraient être poursuivies, reconnaissent les indices lorsque d'autres membres de leurs propres familles se préparent à effectuer des

excisions et interviennent soit eux-mêmes ou font appel à d'autres instances pour prévenir les excisions. Il y a un nombre croissant de cas documentés pour lesquels de tels préparatifs ont été rapportés par des élèves et des adultes à des enseignants ou à des groupements féminins, permettant ainsi de prendre à temps des mesures appropriées pour prévenir l'excision.

Aujourd'hui, l'approche scolaire est intégrée au Plan d'action 2009-2013 du CNLPE contre l'excision et est officiellement reconnue par les deux ministères de l'Enseignement du pays. Entre-temps, plusieurs autres pays (tels que le Bénin, la Guinée, le Mali, la Mauritanie et l'Afrique du Sud) ont tiré des enseignements utiles de l'approche burkinabè de lutte contre les MGF soutenue par PROSAD.

Les défis à relever

La diminution régulière du pourcentage des filles excisées suggère qu'il sera possible pour PROSAD de dépasser les cibles qu'il s'est fixé pour 2015. Cependant, compte tenu des inquiétudes récemment suscitées par le retrait de certains partenaires et une baisse consécutive des activités, un important enjeu consistera à maintenir les efforts jusqu'à ce que les MGF appartiennent définitivement au passé. Dans la province d'Ioba dans le Sud-ouest, PROSAD a collaboré récemment avec le ministère de l'Action sociale et de la Solidarité nationale et avec des leaders communautaires dans le but d'encourager les villageois à identifier les problèmes qu'ils souhaitent résoudre. Lorsque les MGF ont été mentionnées dans ce contexte, les villageois se sont accordés à reconnaître que cette pratique constituait encore un problème majeur. Ainsi, PROSAD continuera à soutenir tous les efforts visant à garder le thème des MGF à l'ordre du jour au niveau national, régional et local.

Domaine d'action n° 5 : Lutte contre la traite et les pires formes de travail des enfants

Informations stratégiques

Le Burkina Faso sert à la fois de source, de voie de transit et de destination de la traite des êtres humains à des fins de travail forcé et d'exploitation sexuelle. Les victimes sont en partie des femmes, mais en majorité des enfants n'ayant pas encore atteint l'âge de 18 ans. À l'intérieur du pays, la plupart des enfants de la traite sont acheminés des zones rurales vers les villes, tandis que la traite transfrontalière se fait avec d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, en particulier la Côte d'Ivoire. Les formes les plus fréquentes de travail forcé sont la servitude domestique et le travail dans les mines, les carrières de pierres et les opérations agricoles, notamment dans les plantations de cacao et de coton.

Une loi burkinabè promulguée en 2003 a criminalisé toutes les formes de traite des enfants et réclamé qu'elles soient passibles d'une peine maximale de 10 ans de prison. En 2008, elle a été remplacée par une autre loi qui a fixé la peine minimale à 5 ans et augmenté la peine maximale à perpétuité. Le gouvernement du Burkina Faso fait de sérieux efforts pour améliorer l'application de cette législation, mais en 2008, seulement 40 suspects ont été arrêtés. Seize d'entre eux ont été disculpés et remis en liberté, 11 ont été jugés coupables et condamnés à des peines de 1 à 12 mois de prison ferme ou avec sursis en vertu de l'ancienne loi de 2003, les 13 restants attendaient encore de comparaître devant la justice vers la fin de l'année.²⁴

La loi burkinabè est en accord avec la *Convention de l'OIT concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination* qui a été ratifiée en 2000 par le Burkina Faso. Cette loi s'applique à toute personne âgée de moins de 18 ans et désigne comme « pires formes de travail des enfants » la vente, la traite des enfants, la servitude pour dettes et toutes autres formes de servage, le travail forcé ou obligatoire et l'utilisation des enfants dans des conflits armés, à des fins de prostitution, de pornographie ou pour l'exécution d'activités illicites. L'OIT fait une distinction entre les travaux qui contribuent à la socialisation des enfants et les préparent à une vie

normale d'adultes et les travaux qui forcent les enfants à vivre comme des adultes avant d'avoir atteint leur maturité et sont susceptibles de nuire à leur santé, à leur bien-être et à leur développement cognitif.

Dans un pays où la vie est dure et dangereuse pour beaucoup d'enfants, il n'est guère facile de distinguer entre des travaux utiles à leur socialisation et des travaux constituant un danger. La scolarisation d'un enfant burkinabè dépend de son statut social qui est conditionné à son tour par ses liens de parenté avec les hommes qui dirigent la famille élargie dont il fait partie. Les enfants de bas statut social sont souvent obligés de commencer à travailler dès l'âge de 6 ans dans les maisons familiales ou dans les champs et, bien souvent, ils ne sont pas envoyés à l'école, ou alors pour deux ou trois ans seulement. Habités à de longues heures de dur labeur, leur force de travail peut être aisément commercialisée, ce qui les rend très vulnérables à la traite. Les « pires formes de travail des enfants » qu'ils peuvent rencontrer ailleurs leur paraissent peut-être préférables à celles qu'ils ont déjà connues au sein de leurs propres familles. En fait, ils peuvent même y trouver de meilleures opportunités pour leur vie, y compris celle de s'échapper d'un milieu familial opprimant et de pouvoir prendre leurs propres décisions, par exemple de choisir la personne avec qui ils veulent se marier et le moment qui leur convient.

Une étude commandée par PROSAD en 2004/05 a constaté que 5 % de tous les enfants burkinabè âgés de 6 à 17 ans étaient des travailleurs migrants vivant loin de leurs parents et que 8 % des enfants de 6 à 17 ans des régions du Sud-ouest et de l'Est étaient des travailleurs migrants vivant loin de leurs parents. La réalité dans les pays aussi pauvres que le Burkina Faso est qu'on attend des adolescents plus âgés qu'ils fonctionnent comme des adultes et que les filles se marient et aient des enfants bien avant d'avoir atteint leur 18^{ème} anniversaire.

Cibles

Lors de son lancement en janvier 2004, PROSAD s'est fixé la cible suivante pour son domaine d'action n° 5 à atteindre d'ici à 2015 : dans le Sud-ouest et dans l'Est, réduire d'au moins un tiers le nombre des enfants de 6 à 17 ans qui émigrent sans leurs parents pour des raisons économiques. Une répétition de l'étude de 2004-2005 en 2015 devrait témoigner d'une baisse du pourcentage des enfants concernés de 8 % en 2004/05 à environ 5 % ou moins en 2015.

Actions

La scolarisation des enfants est le meilleur moyen de les protéger et de les « immuniser » contre la traite et contre les pires formes de travail des enfants. Ainsi, les contributions de PROSAD aux efforts visant à accroître le nombre des enfants scolarisés et leur rétention dans les écoles, en particulier chez les filles, aident aussi à réduire l'incidence de la traite et des pires formes de travail des enfants. Dans ce domaine d'action, PROSAD collabore en particulier avec le Fonds Enfants financé par la KfW pour appuyer les initiatives suivantes :

Comités de vigilance et de surveillance (CVS).

Dans les quatre provinces de la région du Sud-ouest, PROSAD et le Fonds Enfants ont soutenu la formation de comités de représentants d'agences gouvernementales et d'ONG dans 14 départements provinciaux. Ces comités conduisent les efforts destinés à identifier et à intervenir dans les cas individuels de traite d'enfants, à suivre l'incidence de la traite des enfants et à sensibiliser le public sur ce phénomène. Une ONG, SOS Sahel International, remplit des fonctions analogues dans les départements du Sud-ouest qui ne dispose pas de CVS. Dans la région de l'Est, PROSAD et le Fonds Enfants soutiennent la mise en place d'un système analogue dans lequel tous les départements provinciaux sont couverts par une combinaison de CVS et d'ONG.

Noyaux relais villageois. Dans 40 villages de la région du Sud-ouest, PROSAD a soutenu la formation de

comités communautaires chargés de relayer les messages entre les CVS et la police, de piloter les interventions et d'assurer le suivi et la sensibilisation au niveau communautaire. PROSAD soutient la formation de noyaux relais villageois analogues dans la région de l'Est.

Le ministère de l'Action sociale et de la Solidarité nationale, le ministère de la Jeunesse et de l'Emploi et leurs directions régionales conduisent les actions dans ce domaine et PROSAD leur prête conseil et assistance technique. Cela inclut l'apport de soutien pour la formation des membres des CVS et des noyaux relais villageois et pour le développement ou l'adaptation des outils dont ils peuvent avoir besoin pour sensibiliser les communautés. La fourniture de ces outils incluait la fourniture d'équipements audio-visuels et d'appui pour des animations selon la méthode GRAAP et des représentations de théâtre forum du même genre que celles que nous avons vues durant notre tournée dans la région du Sud-ouest.



Un des derniers dessins affichés durant une animation de la Troupe No-biel montre un noyau relais villageois réuni pour examiner un cas de traite d'enfant qui lui a été rapporté.

Éducation par les pairs. Dans la région du Sud-ouest, PROSAD a appuyé récemment l'élaboration d'un code de conduite pour protéger les enfants contre les pires formes d'exploitation de leur force de travail et a également soutenu la formation de pairs éducateurs afin de promouvoir l'application de ce code parmi les mineurs d'or, les chauffeurs de camions et de bus et les cultivateurs de coton.

En 2006, l'unique centre de transition du Sud-ouest pour les enfants de la traite a été établi dans la province d'Ioba. Il procure un abri temporaire aux enfants de la traite et les aide à se réintégrer dans leurs familles et leurs communautés et à s'inscrire dans des écoles primaires ou secondaires, à entreprendre une formation professionnelle ou un apprentissage. Récemment, un centre d'accueil de jour a été établi à Gaoua pour remplir des fonctions analogues. PROSAD et le Fonds Enfants collaborent ensemble pour soutenir des services du même type au-delà de ces deux centres et, dans la région de l'Est, ils appuient une initiative qui procure des subventions aux familles d'enfants plus âgés afin de les aider à développer des activités génératrices de revenus, susceptibles de créer pour ces enfants des emplois lucratifs dans leurs propres communautés.

Les résultats atteints jusqu'à présent

De 2004 à 2008, dans la seule province d'Ioba de la région du Sud-ouest, 212 enfants (108 filles et 104 garçons) ont été interceptés en train d'être trafiqués, et ces interceptions ont été en grande partie possibles grâce au soutien fourni par PROSAD et le Fonds Enfants. Les deux partenaires ont commencé à établir la composante de lutte contre la traite des enfants dans la région de l'Est en 2005. Durant l'année suivante, 555 enfants ont été interceptés, alors qu'ils étaient en train d'être trafiqués à travers cette région et 478 de ces interventions ont été attribuées à des initiatives soutenues par PROSAD et le Fonds Enfants.

Le personnel et les volontaires des ministères et des ONG participant aux initiatives de lutte contre la traite des enfants sont généralement pleins d'éloges pour l'aide qu'ils reçoivent de PROSAD et disent que l'efficacité de ces initiatives est si largement reconnue que si PROSAD devait retirer son soutien pour une raison quelconque, ils continueraient à accomplir cette tâche d'une façon ou d'une autre. Ils déplorent seulement de ne pas recevoir suffisamment d'assistance technique et financière d'autres partenaires et de ne pas pouvoir faire plus que ce qu'ils font déjà.²⁵

Les défis à relever

PROSAD reconnaît que, dans certaines provinces, il ne sera pas facile de réduire d'un tiers le nombre des enfants de la traite. Noumbiel, par exemple, est la province la plus méridionale de la région du Sud-ouest et ressemble à une étroite péninsule entourée par la Côte d'Ivoire et le Ghana. C'est un point de départ, une destination et une zone de transit pour les milliers d'enfants victimes de la traite de Noumbiel, du reste du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du reste de l'Afrique de l'Ouest. Le directeur provincial du ministère de l'Action sociale et de la Solidarité nationale dit que l'identification de ces enfants et la surveillance de leurs déplacements dépassent les capacités des structures existantes de la province. En principe, il y a un accord de coopération entre les gouvernements de la région pour combattre la traite, mais dans la pratique, ces gouvernements se trouvent en face du même problème : un nombre considérable d'enfants de la traite et pas assez de ressources pour intervenir. Actuellement, seul un faible pourcentage des enfants trafiqués sont interceptés. Les solutions à long terme au problème de la traite des enfants devront consister à assurer l'éducation de tous les enfants et à réduire la pauvreté de telle sorte que les enfants ne soient plus tentés de se mettre eux-mêmes dans des situations les exposant à la traite.



Un garçon se réjouit de la radio que son frère lui a rapportée de Côte d'Ivoire et semble envisager d'aller là-bas lui aussi.

Encadré 6. Encourager les enfants de la traite à dire la vérité afin de mettre en garde d'autres enfants

Les enfants de la traite ont souvent trop honte d'avouer ce qu'ils ont vraiment vécu. Ils préfèrent raconter des histoires fantastiques, faisant d'eux des aventuriers héroïques qui, de retour au pays, peuvent montrer à tous combien ils ont été richement récompensés. Ces histoires racontées avec beaucoup de fierté et d'emphase rendent les autres enfants vulnérables à la traite. C'est pourquoi PROSAD soutient les efforts visant à encourager les enfants de la traite à dire la vérité. Voici une histoire vraie racontée par Sanoté, un garçon originaire d'un village de la région du Sud-ouest :

Sanoté a 14 ans et ses amis, Banyelé et Takité ont 16 et 15 ans. Ils sont impressionnés par l'exemple d'un autre garçon de leur village qui est rentré de Côte d'Ivoire avec une nouvelle bicyclette et quelques belles chemises. Des trois adolescents, seul Sanoté a été à l'école et a terminé la sixième année du cycle primaire. Ses parents veulent qu'il fasse ses classes secondaires puis des études supérieures, mais comme ses deux amis, il ne les écoute pas, car il s'ennuie à mort dans son village et rêve de partir à l'aventure pour pouvoir revenir lui aussi avec de riches récompenses.

Une nuit, les trois garçons s'éclipsent. À la fin du jour suivant, ils sont épuisés par leur longue marche à travers forêts et savanes et décident de longer la grand-route et de tenter leur chance en faisant de l'auto-stop. Un homme les ramasse dans son véhicule et, après avoir écouté leur histoire, il leur offre de travailler dans son entreprise de commerce en gros à Abidjan. Sanoté et Banyelé acceptent sa proposition, mais Takité se méfie et décide de retourner chez lui.

Une semaine plus tard, Sanoté et Banyelé sont dans un train en compagnie d'un agent du prétendu entrepreneur, François, qui leur explique qu'ils sont en route pour Abidjan, mais qu'ils doivent s'arrêter en chemin et qu'il a besoin de leur aide pour faire un travail. Ils descendent du train et après un long périple en taxi de brousse, ils parcourent encore dix kilomètres à pied jusqu'à un petit village. Le matin suivant, François les emmène à une réunion et leur dit peu après qu'ils doivent se séparer et aller travailler dans deux plantations différentes. Il les fait signer des contrats et encaisse lui-même un gros rouleau de francs CFA. Les contrats obligent les deux gamins à travailler pendant au moins un an pour un salaire annuel de 60 000 francs CFA, l'équivalent de 92 euros.





Sanoté est emmené bien loin sur une plantation produisant principalement du café et du cacao. Son travail est le désherbage et il est contraint de sarcler les mauvaises herbes onze heures par jour et tous les jours de la semaine. Après ces longues journées de travail, on lui demande parfois de travailler la nuit pour attraper et tuer les rongeurs. Il a une heure de pause à midi et il doit se procurer lui-même sa nourriture car son employeur n'est pas responsable de le nourrir. Il n'a pas droit à des arrêts de travail pour cause de maladie et s'il a besoin de médicaments, l'employeur en prélève les frais sur son salaire. Il est souvent malade et il est constamment hanté par la peur de mourir loin de chez lui et qu'aucun des siens n'apprenne jamais ce qui lui est arrivé.

Au bout d'une année, l'employeur de Sanoté dit à celui-ci qu'il doit travailler trois semaines de plus parce que pendant les trois premières semaines, il était en apprentissage. À la fin de ces trois semaines supplémentaires, le fils de l'employeur dit à Sanoté qu'il ne peut pas le payer parce que l'employeur est en déplacement. Jour après jour, le fils lui répète la même excuse, jusqu'à ce que Sanoté s'adresse à un prêtre pour que celui intervienne en sa faveur. Pendant ce temps, Banyelé a fait des expériences analogues et le prêtre intervient pour que Banyelé reçoive également son salaire. Après déduction de toutes les dépenses que réclament leurs employeurs, le montant restant n'est pas très gros, juste assez pour s'arrêter dans un marché villageois et acheter des chaussures et des provisions pour le voyage de retour. Après plus d'une année d'absence, ils arrivent chez eux les mains vides. Sanoté est plus chanceux que la plupart des garçons au Burkina Faso, parce qu'il peut retourner à l'école et même étudier. Aujourd'hui, il est jeune instituteur dans l'école de son village.

Suivi et évaluation

PROSAD a développé au fil des ans un système de suivi-évaluation de plus en plus efficace. Ses principaux produits sont des annuaires statistiques et des rapports mensuels et trimestriels sur des questions concernant les objectifs du programme. S'étant engagé à appliquer les principes de la « gestion axée sur les résultats », l'équipe de PROSAD travaille avec ses nombreux partenaires de manière à assurer que ceux-ci ont bien compris les objectifs généraux et les cibles spécifiques du programme, qu'ils fournissent des données pertinentes au système de suivi-évaluation et qu'ils en utilisent les résultats pour suivre leurs progrès et procéder aux nécessaires.²⁶

En février 2009, une équipe de consultants indépendants a procédé à une évaluation interne (non publiée) de PROSAD à la demande de la GTZ. Sur la base des critères du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE – pertinence, efficacité, impact, efficience et viabilité – elle a donné à PROSAD la meilleure note possible (1 sur une échelle de 1 à 6) pour la pertinence et l'efficacité de son travail. Elle lui a donné la deuxième meilleure note possible pour sa viabilité (2 sur la même échelle) tout en signalant la nécessité de continuer à encourager tous ses partenaires à renforcer leurs capacités afin d'assurer la pérennité à long terme de leurs efforts. Sur le plan de l'efficience, elle a donné à PROSAD également la note 2.

PROSAD dessert deux régions qui avaient une population totale de 2 millions de personnes en 2009. Il est prévu pour une durée de douze ans, de début 2004 à fin 2015, et est doté d'un budget total de 11,5 milliards de francs CFA, soit l'équivalent de 17,5 millions d'euros. Cela représente en moyenne un peu moins de 1,5 millions d'euros par an.

²⁶ Neuhaus E (2007).

Enseignements tirés

Une approche holistique et durable de promotion de la planification familiale, de la santé sexuelle et des droits humains est une source de dynamisme et de synergie. Les progrès rapides de PROSAD dans l'accomplissement des objectifs et cibles qu'il s'est fixé semblent être en grande partie attribuables à deux facteurs. Premièrement, il a succédé à deux programmes antérieurs, dont le premier avait été lancé en 1995, et les connaissances et expériences accumulées depuis lors lui ont permis d'atteindre des résultats sans cesse meilleurs d'année en année. Deuxièmement, ses trois composantes et ses cinq domaines d'activité se combinent pour apporter une réponse quasi holistique aux problèmes de planification familiale, de santé sexuelle et de droits humains en faveur des femmes, des jeunes et des enfants. L'impact combiné de tous ces éléments est probablement beaucoup plus grand que la somme des impacts individuels qu'ils auraient s'ils étaient appliqués de façon isolée, sans recoupements et interactions mutuels.

Les partenariats entre gouvernement et ONG peuvent assurer la meilleure utilisation possible des ressources disponibles et mobiliser au maximum les connaissances et expériences locales ainsi que l'engagement et l'énergie des volontaires. Souvent appelés partenariats public-privé et très appuyés dans les pays à revenus élevés, les partenariats entre gouvernement et ONG apparaissent même encore plus adéquates dans les pays aux ressources limitées, tels que le Burkina Faso. Les succès de PROSAD sont dus, pour une part non négligeable, aux ONG qui travaillent à tous les niveaux, au personnel de ces ONG et aux volontaires qui acceptent de travailler pour de bas salaires, de petits honoraires, à frais réduits ou même à titre entièrement gratuit.

Les organisations nationales ont des avantages sur les organisations internationales. Lors de la recherche de contractants pour effectuer des travaux de recherche ou développer des approches et outils de CCC, PROSAD donne la préférence à des institutions et organisations nationales sur les organisations

internationales. Cela aide à développer des capacités d'intervention à l'intérieur du pays et à assurer que les activités seront viables à long terme. Un avantage plus immédiat réside dans le fait que leurs produits sont souvent mieux adaptés aux contextes burkinabè.

La communication interactive pour le changement des comportements est un moyen très efficace pour faire passer les messages. Les représentations de théâtre forum, les animations selon la méthode GRAAP, les séances de l'approche famille et d'autres approches interactives de CCC favorisées par PROSAD servent toutes à stimuler les gens à réfléchir pour eux-mêmes, à s'engager dans des discussions et des débats avec d'autres et à modifier leur propres attitudes et comportements, et cela de façon beaucoup plus efficace que les modes de communication qui demandent seulement au public de lire, de voir ou d'écouter passivement.

Les approches et outils de travail flexibles et adaptables sont ceux qui fonctionnent le mieux. Lorsqu'il s'agit d'adopter des approches et des outils pouvant être utilisés par un large éventail d'agences gouvernementales et d'ONG dans le but de transmettre des messages de manière interactive et de fournir des services à une grande variété de groupes et de communautés, ceux-ci doivent être flexibles et adaptables. La flexibilité et l'adaptabilité sont des qualités non seulement désirables, mais aussi nécessaires dans un pays tel que le Burkina Faso, où la population présente une grande diversité ethnique, linguistique et sous divers autres angles.

Pour pouvoir disposer d'informations stratégiques fiables, les données qualitatives sont aussi importantes que les données quantitatives. Mis à part les chiffres, un rapport d'EDS peut ressembler à n'importe quel autre rapport d'EDS. Les données statistiques, bien qu'elles soient importantes, ne sont pas suffisantes. L'abondante documentation couvrant les travaux de recherche soutenus par PROSAD montre que ceux-ci emploient souvent des méthodes

habituellement utilisées par des anthropologues et des sociologues pour acquérir une connaissance approfondie des communautés. Ces méthodes incluent, entre autres, l'observation participante, les interviews

approfondies, les discussions en groupes de réflexion et les réunions permettant aux gens de s'exprimer librement sans être guidés par des questionnaires rigides.

Évaluation par les pairs

Pour qu'une publication puisse être incluse dans la Collection allemande de pratiques liées au VIH, le programme ou projet qu'elle décrit doit tout d'abord être approuvé par un comité d'édition composé d'experts en matière de VIH de quatre organisations de la coopération allemande au développement (DED, GTZ, KfW et InWEnt) et jugé par deux évaluateurs externes comme étant prometteur ou ayant développé de bonnes pratiques. Pour cela, les évaluateurs externes doivent avoir constaté qu'il remplit entièrement ou en majeure partie huit critères prédéfinis. Leurs évaluations sont basées sur les informations fournies dans la publication. Ainsi, les évaluations portées sur le Programme burkinabè Santé sexuelle et Droits humains (PROSAD) peuvent être résumées comme suit :

Efficacité. Prévu pour durer de 2004 à 2015, PROSAD est déjà à mi-parcours et doit encore faire l'objet d'une évaluation complète de son efficacité. Cependant, le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE utilise la réalisation de cibles fixées comme premier moyen de mesurer l'efficacité d'un programme et, en l'occurrence, PROSAD se montre très efficace. Il avance rapidement vers la réalisation de la plupart de ses cibles et pourrait même en dépasser certaines.

Reproductibilité. Les méthodes et outils de PROSAD sont déjà utilisés dans deux régions différentes du

Burkina Faso et il n'y a aucune raison de douter qu'ils puissent être adaptés à des applications dans d'autres régions du Burkina ou dans d'autres pays. Cependant, l'approche holistique et viable appliquée par PROSAD pour la promotion de la planification familiale, de la santé sexuelle et des droits humains nécessite un engagement fort et soutenu de ses deux partenaires (la coopération allemande au développement et le gouvernement du Burkina Faso) et un effort d'appropriation énergique et durable de la part de différents ministères du gouvernement et d'ONG à tous les niveaux, national régional et local. L'introduction d'une approche analogue, holistique et viable, dans d'autres juridictions exigerait un engagement et une appropriation tout aussi forts et soutenus dans ces dernières.

Approche participative et autonomisante. Une telle approche constitue le fondement même du travail de PROSAD. Cette publication montre clairement que PROSAD accorde une grande priorité à la participation, à l'interaction et à l'implication des acteurs locaux dans toutes ses composantes et tous ses domaines d'action et met fortement l'accent sur l'utilisation des connaissances et la satisfaction des besoins locaux.

Sensibilité au genre. L'un des évaluateurs externes constate que deux des domaines d'action de PROSAD sont centrés sur les problèmes des femmes et des filles

et se demande s'il n'y aurait pas moyen d'ajouter un domaine d'action supplémentaire centré sur les hommes et les garçons. Néanmoins, les évaluateurs internes et externes sont unanimes à reconnaître que PROSAD est très attentif aux questions d'égalité entre hommes et femmes. Dans deux de ses cinq domaines d'action il s'occupe des problèmes des deux sexes. Dans les deux autres domaines d'action spécifiquement centrés sur les problèmes des femmes et les filles, il reconnaît la nécessité d'y sensibiliser les hommes et les garçons et de favoriser chez eux les changements d'attitude et de comportement (p. ex. dans les séances de dialogue de l'approche famille, les cours sur les MGF dans les écoles et les représentations de théâtre forum).

Qualité du suivi et de l'évaluation. L'un des évaluateurs externes fait remarquer que les rapports statistiques annuels de PROSAD ne sont pas seulement utilisés par PROSAD, mais aussi par d'autres programmes au Burkina Faso et sont très appréciés comme outils pour mesurer les progrès accomplis dans la réalisation de divers objectifs de développement socio-économique. La présente publication ne décrit pas en détail les méthodes et outils de suivi et évaluation, mais certains de la rédaction et un des évaluateurs externes de la Collection allemande de pratiques liées au VIH connaissent bien PROSAD et sont impressionnés par les efforts remarquables qu'il déploie pour collecter et analyser toutes sortes d'informations stratégiques, y compris les informations requises pour effectuer un travail efficace de suivi et d'évaluation.

Innovation. L'approche holistique et axée sur le long terme appliquée par PROSAD pour la promotion de la planification familiale, de la santé sexuelle et des droits humains est très innovante dans le contexte de la coopération internationale au développement où la norme est plutôt de se concentrer étroitement sur des thèmes bien particuliers et de préférer des engagements à court terme pouvant changer d'un cycle politique ou financier à l'autre chez les pays donateurs et partenaires. Par ailleurs, PROSAD utilise des méthodes et outils

plus ou moins bien connus, mais est novateur dans la manière dont il les adapte aux contextes locaux.

Rentabilité comparative. Le manque de données pouvant servir de base à des comparaisons de la rentabilité économique des interventions constitue un problème chronique dans la coopération au développement. Compte tenu de la complexité de l'approche de PROSAD et de son caractère holistique, les coûts attribués dans cette publication au programme proprement dit sont jugés raisonnables. Il est probable qu'ils couvrent la plupart des frais supplémentaires encourus par les nombreux partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux de PROSAD, dans la mesure où ceux-ci sont d'accord pour se charger, en plus de leurs propres tâches, d'activités en rapport avec PROSAD.

Durabilité. La stratégie de PROSAD de travailler avec des structures existantes, notamment des ministères du gouvernement et des ONG à tous les niveaux, du national au local, et d'amener celles-ci à intégrer les activités liées à PROSAD dans leurs propres programmes est essentielle pour assurer la viabilité des activités soutenues par PROSAD. Cependant elle ne suffit pas pour assurer la viabilité de ces activités au-delà de 2015, lorsque PROSAD arrivera à son terme. Cela signifie qu'il importe de continuer à développer les capacités des partenaires nationaux d'agir seuls, indépendamment du soutien financier et technique fourni par l'Allemagne et d'autres partenaires internationaux. Il conviendra aussi de développer un mécanisme de coordination pour remplacer PROSAD ainsi qu'une stratégie de sortie prévoyant une période de transition pour assurer le transfert des fonctions exercées par PROSAD au nouveau mécanisme. Bien qu'il soit encore trop tôt pour juger dans quelle mesure PROSAD contribue à un changement socioculturel permanent, on peut d'ores et déjà constater qu'il apporte d'importantes contributions au dialogue public nécessaire pour stimuler de tels changements.

Références bibliographiques

- Banque mondiale (2008). *Gross national income per capita 2007, Atlas method and PPP. World Development Indicators Database, revised 10 September 2008*. Washington, Banque mondiale.
- BMZ (2008). *The German Approach to Mainstreaming HIV: one strategy for achieving effective, low-cost and sustainable responses to HIV*. Berlin, ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ).
- BMZ et al (2008). *Plan de mainstreaming du VIH-SIDA 2008-2009 de la Coopération Technique allemande au Burkina Faso*. Ouagadougou, Berlin, ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), Service allemand de développement (DED), KFW Entwicklungsbank (Banque allemande de développement) et Deutsche Gesellschaft für technische Zusammenarbeit (Coopération technique allemande) (GTZ).
- Collection allemande de pratiques liées au VIH (2009a). *Social Marketing for health and family planning: Building on tradition and popular culture in Niger*. Collection allemande de pratiques liées au VIH. Eschborn, Collection allemande de pratiques liées au VIH.
- Collection allemande de pratiques liées au VIH (2009b). *Les séries télévisées dans l'éducation sur le VIH. Atteindre les populations grâce au divertissement populaire*. Collection allemande de pratiques liées au VIH, Collection allemande de pratiques liées au VIH.
- Congo Z et Heuler-Neuhaus W (2008). *Annuaire statistique 2007-2008*. Ouagadougou, Programme Santé Sexuelle et Droits Humains (PROSAD).
- Département d'État des États-Unis d'Amérique (2009). *Trafficking in Persons Report, June 2009*. Washington, Département d'État des États-Unis d'Amérique, Bureau du sous-secrétaire d'État pour la démocratie et les affaires mondiales et Bureau des affaires publiques.
- Gebreselassie T et Mishra V (2007). *Spousal Agreement on Family Planning in Sub-Saharan Africa. DHS Analytical Studies No. 11*. Calverton, Maryland, Macro International Inc.
- Heuler-Neuhaus W et Neuhaus E (2007). *Promoting the Rights and Sexual Health of Women and Youth: A Key to Sustainable Development in Burkina Faso?* Ouagadougou, German Technical Cooperation Agency (GTZ) Burkina Faso.
- Institut National de la Statistique et de la Démographie et al (1999). *Enquête Démographique et de Santé 1998/99*. Ouagadougou et Calverton, Maryland, Institut National de la Statistique et de la Démographie, Ministère de l'Économie et du Développement et ORC Macro.
- Institut National de la Statistique et de la Démographie et al (2004). *Enquête Démographique et de Santé 2003*. Ouagadougou et Calverton, Maryland, Institut National de la Statistique et de la Démographie, Ministère de l'Économie et du Développement et ORC Macro.
- Institut National de la Statistique et de la Démographie et al (2009). *Projections démographiques de 2007 à 2020 par région et par province*. Ouagadougou, Institut National de la Statistique et de la Démographie, Ministère de l'Économie et du Développement.
- Khan S et Mishra V (2008). *Youth Reproductive and Sexual Health. DHS Comparative Reports 19. August 2008*. Calverton, Maryland, Macro International Inc.
- Kielland A et al (2002). *Burkina Faso: Child labor migration from Rural Areas. The Magnitude and the Determinants*. Terre des Hommes/Banque mondiale.

- Neuhaus E (2007). *Suivi des résultats. Programme Santé sexuelle et Droits humains, Burkina Faso (PROSAD)*. Ouagadougou, Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ) Burkina Faso.
- OMS et al (2008). *Éliminer les mutilations sexuelles féminines Déclaration interinstitutions (publié par : HCDH, OMS, ONUSIDA, PNUD, UNCEA, UNESCO, UNFPA, UNCHR, UNICEF, UNIFEM)*. Genève, Organisation mondiale de la santé.
- ONU (2008). *World Urbanization Prospects: The 2007 Revision*. New York, Population Division, Department of Economic and Social Affairs, United Nations.
- ONU (2009). *Perspectives démographiques mondiales : la révision de 2009*. New York, Division de la population, Département des affaires économiques et sociales, Nations unies.
- ONUSIDA (2008). *Rapport sur l'épidémie mondiale de sida 2008*. Genève, Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida.
- PNUD (2007). *Rapport sur le développement humain 2007/2008*. New York, Programme des Nations unies pour le développement.
- PROSAD (2005a). *Étude de base sur les mutilations génitales féminines (MGF) dans la région du Sud-ouest du Burkina Faso. Rapport final. Septembre 2005*. Ouagadougou, Programme Santé sexuelle et Droits humains (PROSAD).
- PROSAD (2005b). *Étude de base sur les mutilations génitales féminines (MGF) dans la région du Sud-ouest. Rapport final. Annexes. Septembre 2005*. Ouagadougou, Programme Santé sexuelle et Droits humains (PROSAD).
- PROSAD (2007a). *Guide d'orientation des femmes victimes de violences à l'usage des acteurs et actrices communautaires. Juillet 2007*. Ouagadougou, Programme Santé sexuelle et Droits humains (PROSAD).
- PROSAD (2007b). *Module de formation sur les droits de la femme, les violences faites aux femmes et les mutilations génitales féminines. Guide du formateur/ de la formatrice*. Ouagadougou, Programme Santé sexuelle et Droits humains (PROSAD).
- PROSAD (2007c). *Rapport Annuel 2007 de la Composante 3 « Promotion des droits de l'enfant, lutte contre la traite et les pires formes de travail des enfants »*. Ouagadougou, Programme Santé sexuelle et Droits humains (PROSAD).
- PROSAD (2008). *Le Programme Santé sexuelle et Droits humains (PROSAD) : Contribuer à l'épanouissement des femmes, des jeunes et des enfants. Protéger et promouvoir le capital humain. Version du 4 mars 2008*. Ouagadougou, Programme Santé sexuelle et Droits humains (PROSAD).
- PROSAD (2009). *Réflexions sur la Composante 3 « Promotion des droits de l'enfant, lutte contre la traite et les pires formes de travail des enfants » : Bilan et Perspectives. Janvier 2009*. Ouagadougou, Programme Santé sexuelle et Droits humains (PROSAD).
- Yaro Y et al (2005). *Étude de base. La traite et les pires formes de travail des enfants dans la région du Sud-ouest du Burkina Faso*. Ouagadougou, GTZ/KfW - PSVD-HTE.
- Yaro Y et al (2007). *Étude de base sur les droits des femmes, les violences faites aux femmes et le recours aux services juridiques dans la zone d'intervention du PSV-DHTE*. Ouagadougou, PSV-DHTE.

Publié par

Le Secrétariat de la Collection allemande de pratiques liées au VIH, géré par le projet de « Renforcement de la contribution allemande à la riposte mondiale contre le sida »

Responsable : Dr Thomas Kirsch-Woik.

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GTZ) GmbH

Dag-Hammerskjöld-Weg 1-5

65760 Eschborn / Allemagne

E ghpc@giz.de

I www.german-practice-collection.org

Interlocuteur au BMZ :

Dr Simon Koppers Böhmer, Division 311

E simon.koppers@bmz.bund.de

Interlocutrice à la GIZ :

Eva Neuhaus

E Eva.Neuhaus@gtz.de

Rédacteur

Stuart Adams

Conception et production

www.golzundfritz.com

Photographies

Werner Heuler-Neuhaus

pages 6, 8, 12, 15, 18, 20, 21, 22, 23, 26, 27, 29

Stuart Adams

pages 10, 11, 13

Programme Santé sexuelle et Droits humains (PROSAD)

pages 1, 14, 33, 34

Toutes les personnes dont les photographies sont publiées dans le présent document ont consenti à être photographiées.

Eschborn, Mars 2010 (cette édition Janvier 2011)

Publié par
Deutsche Gesellschaft für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Projet « Renforcer la contribution allemande à
la riposte mondiale contre le sida »

Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5
65760 Eschborn/Allemagne
T +49 61 96 79-0
F +49 61 96 79-11 15
E ghpc@giz.de
I www.german-practice-collection.org